RODRIGUES

SECOND REGIONAL ASSEMBLY

Debate No. 8 of 2010

Sitting of Monday 27 September 2010

The Assembly met in the Assembly House,

Port Mathurin, at 10.30 a.m.

(Mr. Chairperson in the Chair)

The National Anthem was played

Debate No. 8 of 27.09.10

TABLE OF CONTENTS

MOTION

Draft Estimates of Revenue and Draft Estimates of Expenditure for Fiscal Year 2011

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr. Johnson Roussety, G.O.S.K.)

Mr. Johnson Roussety, G.O.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Finance, Economic Affairs, Central Administration, Civil Aviation (administration), Civil Status, Customs and Excise (administration), Fisheries, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Judicial (administration), Legal Services, Marine Services (administration), Meteorology (administration), Postal Services (administration), Registration, State Lands, Statistics in respects of Rodrigues, Town and Country Planning, Tourism, Trade, Commerce and Licensing, Handicraft, Consumer Protection.
Mr. Gaëtan Jabeemissar	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Arts and Culture, Education (administration), Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and buildings, Vocational Training
Mrs. Marie Thérèse Clair-Brault	Commissioner responsible for Social Security, Child Development, Family Welfare, Social Security(administration), Women's Affairs, Poverty Alleviation
Mr. Franceau Aubret Grandcourt	Commissioner responsible for Environment, Housing, Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Marine Parks, Transport
Mr. Jean Christian Agathe	Commissioner responsible for Labour and Industrial Relations, Youth and Sports, Employment
Mr. Joseph Allan Ladd Emilien	Commissioner responsible for Community Development, Co-operatives, Fire Services, Health (administration), Prisons and Reform Institutions (administration)
Mr. Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Food Production, Forestry, Handicraft, Plant and animal quarantine, Water Resources

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr. Chairperson	-	Lamvohee, Mr. Joseph Chenlye, C.S.K.
Clerk	-	Gopall, Mr. Navin
Serjeant-at-Arms	-	Louis, Mr. Jorgenson

Debate 27.09.10

MOTION

RODRIGUES – DRAFT ESTIMATES OF REVENUE AND DRAFT ESTIMATES OF EXPENDITURE FOR FISCAL YEAR 2011

Mr. Chairperson: Upon parliamentary tradition, the reply first should come from the Opposition side. Yes, Minority Leader.

The Minority Leader: M. le Président, nous avons assisté à la présentation du Budget 2010/2011 avec comme toile de fond, l'exode massif vers l'ile Maurice, la misère d'une partie de la population, la prolifération de la plantation du gandia, l'eau c'est la crise et on fait comme-ci rien ne se passe, une fonction publique qui n'a plus de repères, de dignité et de valeur, cette fonction publique qui durant plusieurs années a été un de centre de combat de l'OPR par la rodriguanisation; le rapport accablant du Directeur de l'Audit sur l'utilisation des fonds publiques et du non respect de règlement de la finance.

Dans sa vision politique pour Rodrigues, l'OPR travaille pour le développement de l'homme et de la femme rodriguais. De tout l'homme et de toute la femme rodriguaise et de tous les hommes et de toutes les femmes. *«Et de tous afin ki zot capave déboute lor zot dé lipieds et pas compte lor manger ki sorti dehors, compte lor manger ki sorti dans zot la terre»*. Toute une vision d'avenir. Ceci afin d'éliminer la mentalité d'assistanat. Malheureusement, à chaque apparition des élections on développe une mentalité d'assistanat. *«Pli nous donne zot bagages, dimoune la trouve pas assez même»* disait un politicien. Puisqu'ils n'ont rien pu inventer ou innover, ils s'inspirent de la vision de l'OPR. *«Produire ceki ou manger, mange céki ou produire et déboute lor ou dé lipieds»*. L'OPR dans le discours du budget 2006/2007 parle de *empower the population* et eux aujourd'hui ils parlent de *empower the local regions*. En autre mots, ne pouvant pas s'inspirer de leur propre vision, ils prennent celle des autres. Et ils prennent à leur compte le travail et la vision de l'OPR: le plan intégré du développement durable pour Rodrigues, le SIDPR, l'aménagement du territoire, le cadastre, le parc marin, le projet de l'IFAD pour les six bateaux pour les six coopératives et avec quatre années de retard, l'extension de la prison de Pointe la Gueule, la construction de salles supplémentaires au collège de Grande Montagne et l'ouverture de l'école communautaire d'Araucaria. J'en parlerai plus tard de l'école communautaire de Montagne Charlot.

M. le Président, ce budget 2011, est le reflet de l'échec et de la faillite du gouvernement régionale envers la population de Rodrigues à travers un budget par manque de vision réaliste. C'est un budget qui a effacé ce qu'on a entendu

pendant les quatre années de travail non visionnaire et le résultat qu'on voit aujourd'hui. Durant les quatre derniers budgets, le gouvernement régional au pouvoir a passé son temps à donner de faux espoirs aux Rodriguais. *«Nous gagne élection, nous pou employe dimoune dans gouvernement. Et au lieu qui donne nous ène travail, li dire ou alle plante ti piments»*. Par manque de création d'emploi durable et par manque d'une volonté politique de libérer les Rodriguais afin qu'ils prennent conscience que l'avenir de Rodrigues est entre leur mains. Le climat de l'investissement est négatif, ce qui repousse et décourage les investisseurs à venir s'implanter à Rodrigues. On a rien vu de révolutionnaire mais simplement que de la spéculation foncière avec la braverie de nos terres en hypothèques. C'est le résultat du travail des apprentis maçons qui font des opérations *«bousse trous»* mais pas le travail d'un vrai architecte, qui peut construire des ponts vers l'avenir pour Rodrigues et son peuple. Shakespeare disait: «cela ne sert à rien de pleurer sur la boue qu'on a jeté et qui sali partout».

M. le Président, ce budget sous entend répond à trois enjeux dangereux envers la société rodriguaise: un déséquilibre dans les finances publiques à travers des exercices comptables; la démagogie politique dans un amalgame de jeu de pouvoir dans une logique d'irresponsabilités et un manque de sérieux qui sont les conséquences de cette déclaration qui pèsent lourd aujourd'hui. Avoir un Ministre de Rodrigues aurait été mieux que l'autonomie. Je crois que cela aurait été la meilleure solution et qu'il n'y a personne pour faire entendre la voix de Rodrigues au Cabinet. L'effet d'annonce comme cela l'a été durant ces quatre dernières années. Ce budget ne répond pas aux besoins à court termes ni aux défis à moyen termes et sans de grandes ambitions réalistes d'une vision à long termes. C'est un budget irresponsable qui n'apporte pas de réponses adéquates aux besoins du peuple de Rodrigues après le retard accumulé depuis 2006. Un budget comme celui-ci ne pourra jamais combler le retard que Rodrigues a accumulé dans l'amélioration du vécu quotidien de la population et apporté des solutions concrètes mais il doit plutôt tenir compte de la réalité parce que la réalité nous rattrape.

Ce budget favorise à grande vitesse le déclin économique et social de Rodrigues; prévisible depuis l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir. Leur mauvaise stratégie publique économique agit comme un boom-rang aujourd'hui. Ce budget ne pose aucun jalon bien établi et défini pour l'avenir tout en nous permettant de faire face au défi dans l'immédiat. Rodrigues risque de rater le train de l'économie en raison de l'absence d'un véritable plan de relance de l'économie basé sur une reforme de l'éducation, d'une reforme agraire, d'une formation à libérer les rodriguais de l'assistanat. Le présent budget c'est du saupoudrage, c'est de l'éparpillement, de petites mesures mais rien de concret pour de grandes mesures et prospérité de la population. Est-ce que ce budget va mettre en pratique les grands principes de la gestion

financière. A chaque budget on en parle mais quand le rapport du directeur de l'audit arrive c'est une honte pour notre ile Rodrigues. Le gouvernement confirme l'échec et la faillite de leur slogan «L'Independence économique» qui selon eux, l'objectif est de changer la qualité de vie de la population et de créer du travail dans Rodrigues.

Qu'a-t-on vu ces quatre dernières années? Un peuple meurtri par la misère. *«Nous travaille pou dimoune ki fine vote nous»*. Tout est entrepris sur une base politique. L'exode massif de nos jeunes et pères de familles vers l'ile Maurice; un climat défavorable à l'investissement que ce soit local ou étranger et une prolifération de la culture du gandia ces derniers temps. Le manque de rigueur et le fait dans la gestion de nos ressources en favorisant des compagnies privées 100% financés par l'état est l'erreur de la politique de ce gouvernement. Le secteur privé devrait être libre pour assurer le développement et créer de la richesse. Les choix que fait ce gouvernement sont des choix mal calculées et de la mauvaise stratégie politique pour le pays. Je cite: *«Nous pas ene gouvernement gros projets ou bâtiments mais ene gouvernement ti projets»* a déclaré un Membre de la Majorité dans cette assemblée. Certes les petits projets sont aussi importants mais quand même il faut aussi un juste équilibre avec de grands projets. C'est cette approche qui a fait la faillite et l'échec de l'indépendance économique. Ce qui meme le pays vers *a destruction of right of the right balance of the development of Rodrigues*. Pour que le développement soit consistant, il faut investir dans des projets audacieux. On n'a rien vu depuis ces derniers quatre ans. Peu de mesure concrète. Beaucoup d'idées déjà proposées par l'OPR lors du dernier budget et un manque de vision. Ce qui ne nous donne rien en matière de nouveauté et satisfaction générale. Des promesses faites au peuple de Rodrigues de privilégier les emplois et l'innovation sont tombées à l'eau. Tout ce que nous avons entendu c'est du réchauffer.

M. le Président, depuis 2002, un des principes de préparation du budget régionale est la consultation pré-budgétaire avec tous les acteurs du développement du pays, les Commissions et le Ministère des Finances. Avec le Ministère des Finances un quantum est arrêté comme base pour la préparation du budget régionale pour une année financière ce qui facilite la tache du Commissaire responsable des Finances afin d'éviter les complications ou mal entendus avant que le budget soit approuver par l'assemblée régionale et ensuite soumis au Conseil des Ministres pour être approuver. Pour le budget 2011, on a préféré agir strictement selon ce que la loi régionale préconise comme stipulé dans la section 44 en conformité avec la section 46. Pourquoi ce changement d'attitude? Y a-t-il quelque chose quelque part qui cloche ou ne fonctionne pas? Ou quelqu'un quelque part a faillit dans sa tache professionnel? Le montant proposé du budget de développement pour l'année 2011 soumis au vote dans cette assemblée est de 608 millions. Je cite: "*the proposed estimates for the*

physical and non-physical assets for the next financial year will therefore reach 608 millions" end of quote. Selon l'estimation proposée pour l'année 2011 dans *l'indicative estimates for 2011 together with the programme based budget 2010*, le montant prévu est de 352 millions. La proposition de 608 millions montre une augmentation de 58% du programme based budget. Y a-t-il eu une violation des principes du PBB dans ce présent exercice financière? Peut-on dire que le montant avancé n'est pas garanti? D'être approuver dans sa totalité par le Cabinet et le Ministère des Finances. Que lisons-nous? *I make a special appeal and urge* pour le Premier Ministre et que le Cabinet donne des attentions spéciales aux propositions. S'ils ne donnent pas, que va-t-on dire? La réponse est déjà toute prépare. Si jamais il y a une réduction de manière conséquente jusqu'au seuil du montant préconiser dans le PBB 2010 du gouvernement régionale, l'OPR demandera que l'exécutif du gouvernement régionale revienne à l'assemblée pour présenter un nouveau budget digne de respect et de réalisme.

M. le Président, en ce qu'il s'agit de l'aménagement du territoire, on va faire croire que rien n'a été fait par le passé par le gouvernement OPR. Ceux au pouvoir n'ont rien innover. Il faut souligner que Rodrigues avait déjà des outils et des instruments qui étaient en phase d'être légiférer. Les instruments et outils du plan d'aménagement qui existent sont:-

1. Le Rodrigues Physical Development Plan de 1997 qui a été révisé en 2003 et intitulé le National Development Strategy for Rodrigues pour donner une nouvelle approche et une base importante de la politique et de la planification du développement de Rodrigues pour les prochains vingt ans. La vision du National Development Strategy pour Rodrigues concentre sur *encouraging economic growth while maintaining and enhancing the quality of environment and striving for a more sustainable pattern of development, which fosters social progress and captures the special essence, that is, Rodrigues*. Ce qui n'a pas été respecté par le gouvernement au pouvoir depuis juillet 2006. C'est ridicule de venir dire que chaque mètre carré de l'ile Rodrigues doit être judicieusement géré. Qu'a-ton vu depuis 2006? Le gouvernement au pouvoir a mis du désordre partout et mis aux placards tous les outils et instruments de planification et a même pousser notre seul urbaniste Frank Casimir à quitter le pays pour l'Australie. C'est dommage! Maintenant ils veulent mettre de l'ordre dans le désordre, comment le faire? Quand on regarde ce qu'ils ont fait avec le comblage de Baie aux Huitres un cimetière et celui de Baie Lascars, c'est triste. Un marché juste à l'entrée de Port Mathurin, nous n'allons pas vous dire ce que l'OPR allait faire. Le National Development Strategy préconise aussi des reformes institutionnels et légales parmi l'installation d'un Rodrigues Planning Department Division avec le personnel nécessaires pas moins de deux urbanistes dans un très expérimenté.

2. Le Local Plan for Rodrigues 2001, auparavant connu comme le Out Land Scheme, an arrear action plan for La Ferme, préparée en 2004 par le seule urbaniste de Rodrigues, Frank Casimir et Fabienne de Marteau, étudiante en coopération internationale de développement en stage à Rodrigues. Ceci en mémoire de Frank Casimir, l'urbaniste rodriguais, le premier urbaniste rodriguais qu'on avait mis au placard. La stratégie était *improvement and clustering of settlements and business including cohabitation of housing, rearing and plantation and promoting the sustainable economic development of the region. Improvement of social amenities, cultural and leisure facilities and public infrastructure. Preservation of a cultural, historical and natural heritage. Preservation and development of our cultural lands, forestry and vulnerable habitats. Preservation of the environment and especially environmentally sensitive areas and significant landscapes outside building areas. Prevention of the coastal area amongst others*. Il faut noter que c'est vrai que le développement de Rodrigues concernant la planification a été gérer sous la Town and Country Planning de 1954 et le Morcellement Act de 1990, les deux lois ont été abrégées en 2004 avec l'entrée en vigueur du Planning and Development Act. Le Planning and Development Act 2004 n'est pas applicable à Rodrigues ce qui laisse Rodrigues dans un vacuum légal concernant la planification et l'utilisation de l'espace. C'est à cet effet que suite à des consultations au niveau du Ministère des Terres et Logement à Maurice et L'Assemblé Régionale de Rodrigues en 2004 que les deux consultants qui ont travaillé sur le Planning and Development Act 2004 à Maurice étaient sollicité pour aider l'exécutif OPR sur ce dossier. Dans la foulé un Rodrigues Planning and Land Development Bill avait provision pour créer des règlements spécifiques. Un Island Development Strategy and Local Plan et un rapport présentant des recommandations pour le renforcement des institutions pour l'aménagement du territoire à Rodrigues ont été préparé avec tous les partenaires locaux. *The objective of the Bill was to set up a statutory planning framework to allow the Rodrigues Regional Assembly to exercise its powers and duties in respect of state lands, town and country planning and set the future direction for sustainable land use and planning, environmental management and land development within Rodrigues. The Bill was going to apply to both state and freehold land. The implementation of planning policy such as Island Development Strategy and Local Plan, Area Action Plan and subject plan and cooperation between the various Commissions of the RRA and all stakeholders involved in the Land Development Process.* C'était la loi. Cette loi était une version modifiée des provisions du Planning and Development Act 2004 pour son application à Rodrigues. Certainement sachant que les lois sont dynamiques, le draft Bill était sujet à des modifications suite à des lois irrelatif votées à l'Assemblée Nationale. Dans la foulé le gouvernement OPR avait commandé le projet du cadastre de Rodrigues au cout de Rs 22 millions. Le cadastre qui est une base de données publique est un outil essentiel dans le

processus de l'aménagement du territoire. Tout cela avait pour but de promouvoir le développement durable dans une vision de faire de Rodrigues une ile écologique. Est-ce que ce cadastre est en train d'être considéré, utilisé convenablement quand on voit qu'on donne encore des baux résidentielles sur des terres agricoles ou des zones protéger ou sensibles. La terre de l'état continue à subir une braderie comme l'a souligné le Ministre des Terres et de Logement à L'Assemblée Nationale. Nous croyons que le gouvernement régional a complètement raté l'occasion d'utiliser les concepts du nouveau pour établir une loi spécifique et des règlements approprié pour Rodrigues par apport à l'aménagement du territoire. L'introduction du Rodrigues Land Use Planning Regulations démontre clairement ce manquement. Ce sera une occasion manquée. Ce qui fallait une loi et non pas des règlements.

M. le Président, le projet SIDPR initié par l'OPR et lancé par l'actuel gouvernement et dont la table ronde c'est réunie que trois fois démontre déjà un bilan d'insatisfaction du fonctionnement de ce SIDPR. Même au sein de la population cette démarche n'est pas palpable. Et depuis le lancement on n'a vu rien de concret. Comme mentionné dans le discours de ce présent budget, le EMPU ne fonctionne pas à merveille. Je cite «nous devons continuer à trouver des moyens pour retenir des techniciens compétant et nécessaires pour faire fonctionner tous ces appareils». Ceci dit c'est clair il y a des problèmes.

M. le Président, il est proposé de mettre en place des Integrated Regional Offices comme des divisions de L'Assemblée Régionale de Rodrigues avec un politicien et un Departmental Head pour assurer la supervision et l'animation de chaque IRO. Le fonctionnement de ces bureaux comme stipulé dans la section 17 du budget 2011 semble dévier des grands principes qui régissent la fonction publique. Il est clair que nous nous dirigeons vers des conflits, le désordre et un vrai démantèlement de la fonction publique. Les fonctionnaires sont réduits au niveau de personnes à tout faire et deviendra de ce fait un agent politique entre les mains du politicien. Il est bon de savoir que le Departmental Head travaille d'après un scheme of duty. Il ne faut pas oublier que *l'exercise of the function of the Regional Assembly shall be regarded as done on behalf of the government of the Republic of Mauritius*. Il ne faut pas non plus essayer d'aller contre le Personnel Management Manual qui définit le rôle des fonctionnaires. Il semblerait que dans ce pays les politiciens font ce qu'ils veulent avec les fonctionnaires. L'OPR a mené le combat pour l'autonomie afin que les fonctionnaires puissent montrer ce dont ils sont capables et non pas être des outils dans les mains des politiciens. Il y a une manière beaucoup plus sérieuse de travailler à la décentralisation. Dans certaines Commissions cela existe déjà. Ne jouez pas avec le fonctionnaire qui travaille selon son *scheme of duty* bien spécifique. L'idée de ce bureau sème la confusion. Il ne faut pas appliquer un concept d'envergure sociale préconisé par le SIDPR sur un plan politique et technique.

M. le Président, le projet parc marin a pris un retard considérable. Il ne bouge pas. Est-ce volontairement ou par manque de volonté pour finaliser le projet. Nous savons que dans le passé des politiciens menaient campagne contre ce projet. Pourquoi tous ce temps pour finaliser de d'appliquer le règlement pour le parc marin? Qu'est-il arrivé au Draft Rodrigues Regional Assembly (Fisheries and Marine Resources South East Marine Protected Area Amendment Regulations 2009? Va-t-on attendre encore bien longtemps?

M. le Président, j'avoue ici que j'ai un grand respect et une grande estime pour les fonctionnaires de la fonction publique rodriguaise et aussi pour ceux et celles de l'ile Maurice qui sont en fonction à Rodrigues. Cette fonction publique rodriguaise qui durant plusieurs années a été adjacente le combat de l'OPR par la rodriguanisation. La fonction publique est une culture mais malheureusement la collusion entre la politique et certain fonctionnaires est en train de faire la fonction publique à Rodrigues de perdre son vrai visage. Le laissé-allé, le manque de discipline dans certaines Commissions ternit son image, des fonctionnaires s'occupent beaucoup plus des compagnies privées que le service publique. Pourquoi y a-t-il une atmosphère de frayeur et d'intimidation dans cette fonction publique? Qu'est ce qui entretient cette frayeur? Et il faut dire que les fonctionnaires aujourd'hui n'ont plus de repères. Les abus et gaspillage sont devenus choses courantes concernant surtout les véhicules du gouvernement. En somme la fonction publique a besoin d'un nouveau souffle afin que les rodriguais puissent sentir qu'il y a une fonction publique qui soit vraiment à leur service et les respectent.

M. le Président, c'est regrettable que la reforme de l'éducation et la formation ne figure pas parmi les grandes priorités de ce budget. L'éducation sur la base de tout développement et non pas n'importe quelle éducation et n'importe quelle formation. C'est incroyable de voir qu'ils prennent du temps pour accepter certaines idées telles que le Jardin Scolaire. Mais ont-ils compris le concept des écoles communautaires? La continuation de la construction de l'école communautaire de Montagne Charlot ne figure pas dans le budget 2011. A-t-on le droit de faire souffrir les enfants de Soupirs, Montagne Charlot, Montagne Fanal et les alentours? Et on parle d'augmenter le pourcentage de réussite au CPE? Quelle indifférence a l'égard de ces enfants et de leurs parents. On parle de Songes. Eh ben oui nous devrions faire songes. Mais alors qu'est ce qui est arrivé? Le transfuge. Le transfuge, M. le Président. *«Asté transfuge, ah bé alors»*. Dernier l'heure? Non, nous avons nos programmes. Vous prenez quatre ans pour réfléchir vous. Je dirais même, quelle indifférence à l'égard de ces enfants et de leurs parents, je dirais même que c'est un crime de faire souffrir ces enfants et cela pendant quatre ans et peut être pendant une année encore. Le refus de continuer la construction de l'école de Montagne Charlot manifeste clairement la mentalité de ceux qui sont à la tête de ce pays. Je disais au début de mon intervention que nous avons assisté à la

présentation du budget 2011 avec comme toile de fond l'exode massif vers l'ile Maurice, la misère d'une partie de la population et j'ajouterai l'indifférence envers ceux qui sont dans la souffrance, dans la misère et qu'on s'amuse à les exploiter. C'est dans l'enfer des pauvres et de ceux qui souffrent que nait le paradis des riches et de cette collusion entre le pouvoir et l'argent.

Merci, M. le Président.

Mr. Chairperson: Can we have a Member from the Government side?

Mrs. J. Prosper: M. le Président, en écoutant le Minority Leader qui parle toujours et toujours de l'exode massif vers Maurice ça ne date pas d'hier, ça a toujours été le cas, M. le Président. Pendant qu'ils étaient là, ils étaient dans le gouvernement, ils dirigeaient le pays, qu'est ce qu'ils ont fait pour empêcher ça? Qu'est ce qu'ils ont fait pour empêcher l'exode? Rien, M. le Président. Et nous quand nous sommes arrivé nous avons crée de l'emploi. Mais malheureusement nous ne pouvons pas créer de l'emploi pour tout le monde.

Il a parlé aussi de la prolifération de gandia, ça a toujours été là, ça existait toujours mais malheureusement avec la Police ne se trouve pas sous notre contrôle mais quand même M. le Président, on doit saluer l'effort de la Police. La Police qui déracine tous les jours les plants de gandia, il faut les saluer.

Pour le Minority Leader encore, il disait que tout ce qu'on a planifié dans le budget ce sont ses visions, M. le Président. Mais si on travaille sur ses visions, il faut qu'il change de bord, venir avec nous, nous épauler, nous donner un coup de main pour mettre sur place ses visions, pour faire avancer ses visions. Mais je ne crois pas. Qu'est ce qu'il a fait lui, il n'a que des visions. Est-ce que les visions qu'il a là on déjà étaient implémentées quand il était là? Mais non pas du tout. C'est maintenant que nous nous réalisons, nous mettons en place ces projets. Et puis le SIDPR, qu'il parle encore, ses visions, il a commencé, il a fait des recherches mais il n'a pas mis en application. Toujours c'est nous, c'est nous qui avons commencé, M. le Président.

Mr. Chairperson, Sir, let me at the very outset express my appreciation for the last budget for this present mandate. I will hence congratulate the Chief Commissioner and those men and women who have successfully identified the priorities of Rodrigues. This budget, Mr. Chairperson, Sir, will urge us Rodriguans a step further and a step higher in the different areas of responsibilities such as tourism, agriculture, education, fisheries and others. This budget makes many key interventions in support of development and the fight against poverty.

M. le Président, le gouvernement MR a trouvé un moyen idéal à travers les bureaux régionaux intégrés dans chacune des six régions électorales de Rodrigues. En lien avec le concept de l'Integrated Development Planning de SIDPR à travers lequel chaque région aura sa priorité. Avec la présence d'un Commissaire, un Chef de Cabinet et un officier de chaque département pour assurer la supervision et l'animation de chaque bureau. Par contre, le Minority Leader a trouvé que c'était mauvais. Moi je pense que c'est une bonne chose parce que tout le temps le Commissaire travaille avec les officiers. Quand le Commissaire est dans son bureau, ils y a des officiers, il y a des Departmental Head qui est sous lui, ça a toujours été le cas. Ce n'est pas parce qu'on va amener le bureau dans une région que ça va changer. Comme ce dictons le dit je cite, *«si la montagne ne va pas vers Mahomé, Mahomé va vers la montagne»*. C'est pourquoi les officiers de chaque département iront dans les régions pour travailler avec les gens. Les gens n'auront pas à se déplacer pour venir dans chaque Commission mais chaque Commission trouvera sa place dans la région.

M. le Président, l'aménagement du territoire, toujours il parle de ça, c'est son idée, son idée qui n'a jamais été mis sur place. A travers ce projet, il y aura une bonne définition des zones agricoles, résidentielle, forestière, touristique, etc. Par exemple, les zones résidentielles seront desservies par l'eau, l'électricité, le téléphone et routes. Ce sera une bonne chose pour Rodrigues, comme ça on n'aura pas à construire dans le désordre comme dans le passé. Toute chose a un début, on va commencer.

M. le Président, l'agriculture. L'agriculture a toujours été un important pilier économie de notre ile. On disait même que Rodrigues était le grenier de Maurice. Bien peu de personnes travaillaient dans le secteur public à Rodrigues. Les rodriguais cultivaient le mais, le haricot, l'ail et l'oignon pour l'exporter. Même les graines d'accacia, les rodriguais exportaient, M. le Président. La Commission de l'Agriculture et de la Réhabilitation des ressources naturelles continue l'implémentation des mesures pour le renforcement et la modernisation des secteurs agricoles et de l'agro-business à travers la création de l'environnement propice centré sur la production et la sécurité alimentaire. La protection, la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. M. le Président, la Commission a renforcé ses efforts afin de faciliter la culture des terrains agricoles à travers ces divers services. Pour encourager les planteurs à agrandir leur cultures parce qu'avec la mécanisation ils prennent moins de temps pour labourer plus de terrain. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, M. le Président. 589 arpents en 2009 et 1171 arpents de Janvier 2010 jusqu'ici. La demande est grande, M. le Président, le service comme la lutte contre les insectes est mieux organiser pour répondre a la demande des planteurs. M. le Président, grâce aux efforts, aux services offerts par la Commission de l'Agriculture un grand nombre de la population s'intéresse désormais à l'agriculture. Sur les 2466 parcelles agricoles recensés, 558

nouveaux permis ont été émis et 300 permis déjà recommandés pour l'allocation du bail agricole. M. le Président, grâce a la réhabilitation des pâturages et la plantation des forages de qualité, la production de lait à l'unité de production de St. Gabriel a augmenté. 15,791 litres en 2009 et 10,471 litres que pour les six premier mois de 2010. M. le Président, pour la première fois une unité de pasteurisation de lait a été installée à Rodrigues pour les traitements de lait à la station de St. Gabriel. Ce lait, M. le Président est vendu au public à un prix très raisonnable. Ce qui permet aux personnes même les plus démunis d'en profiter.

L'irrigation, M. le Président, un secteur très important pour l'agriculture a connu des améliorations. La réhabilitation des rivières à travers l'ile, la construction des structures pour collecter l'eau de pluie à Citronelle et à Baie Topaze pour d'une capacité de 2160 mètres cube chacune. En sus, les réseaux d'irrigation sont en cours à Citron Donis et à Rivière Coco. Félicitation, M. le Commissaire. Tout cela, M. le Président, démontre l'intérêt de notre gouvernement pour améliorer ce secteur si précieux qui est l'agriculture. M. le Président, le Commissaire n'a pas oublié les mères de familles. Beaucoup de mères de familles mariés ou célibataires font de leur mieux pour aider leur familles et font la transformation des fruits et des légumes chacune chez elle et chacune a sa façon. Pour aider ces mères de familles, la Commission de l'Agriculture a mis sur pied une cuisine communautaire à Maréchal qui sera utile pour la transformation des fruits et légumes dans la norme et permettre au produits d'avoir un même label. Je félicite encore une fois le Commissaire concerné pour la bonne décision prise. Je suis fière, M. le Président d'apprendre que l'entrepôt d'oignon naturellement ventilé à Citronelle sera réaménager pour la conservation et le stockage d'oignon par la RTMC. La population fait face à des difficultés pour trouver des oignons de chez nous sur le marché local. Vue le manque d'entrepôt de stockage on exporte toute la récolte. Avec la conservation et le stockage d'oignon la RTMC pourra donc alimenter le marché local.

M. le Président, l'éducation. L'éducation est un secteur qui est la base de l'économie d'un pays. L'éducation est tout simplement la clé du succès. C'est pourquoi la Commission continuera le bon travail déjà commencé. Par exemple, que dès l'âge de trois ans tous les petits rodriguais sont admis dans une école pré-primaire. La Commission continue à soutenir les enfants de plus de quatre ans en totalité et ceux de trois ans dont les parents ont des problèmes financiers. Ce gouvernement veut que la chance soit donnée à tous les petits enfants aisés ou pauvres, M. le Président. Concernant l'éducation primaire, le gouvernement MR cherche toutes les stratégies pour réduire le fort taux d'échec au niveau du CPE. M. le Président, nous pouvons constater que depuis 2008 le taux de réussite augmente chaque année et nous espérons avoir un très bon pourcentage de réussite en décembre. M. le Président, des facilités ont été mises à la disposition des étudiants pour leur épanouissement telle que

bibliothèque dans les écoles, salle audiovisuelle, cantine scolaire, school feeding project dont la somme de Rs 6.7 million a été déboursé à cet effet. La construction de salles de classes additionnelles à l'école du gouvernement de Mangues et de Grand La Fouche Corail. Les salles seront dotées de moins d'élèves et plus d'espace pour les activités d'apprentissage ce qui aiderait les étudiants à mieux s'épanouir.

L'eau, M. le Président. L'eau, source de vie demeure un domaine sensible à Rodrigues. Avec sa position géographique et la déforestation massive dans les années passées, c'est pour cela que le MR depuis son accession au pouvoir en 2006 met en œuvre des stratégies pour le captage d'eau. Rs 60 millions est prévu pour la réhabilitation des barrages et sources. Construction de deux retenus collinaires à Rivière Banane et Anse Baleine, deux nouveaux réservoirs de distribution seront construits à Montagne Cabris Est et dans la région de Montagne du Sable. M. le Président, récemment avec l'implémentation de la Rodrigues Water Company, on note une meilleure distribution dans la région sud. Une région qui jusqu'à lors se plaignait du manque d'eau. Mais avec le Rodrigues Water Company, tout ça est résolu. L'eau pour tous ne sera plus fiction dans un futur proche. Dans toutes les régions et on aura l'eau pour tout le monde *«bon travail pé contigné»*.

Je vous remercie, M. le Président.

Mr. Chairperson: Anybody from the Minority Side? I understand that the Leader of the UDR party will intervene at a later stage? Can we proceed with one Member of the Minority, please?

Mrs. M. R. F. Gaspard Pierre Louis: M. le Président, l'année dernière à la même époque, je commençais mon discours en décrivant la situation comateuse qui prévalait au niveau des institutions, au niveau de l'administration et au niveau des business. Cette situation qui ne rend heureux personne mais il est aberrant de constater qu'il n'est guère amélioré. Apres cinq budgets présentés et sixième budgets gérés on peut constater qu'à ce jour les plus grands chantiers sont restés *unattended*. Alors que dans son tout premier élocution budgétaire en 2007/2008, le Chef Commissaire faisait une description très scientifique du taux de chômage qui était d'âpres lui de 15%, en les catégorisant par groupe d'âge et par nombre d'années d'enregistrement, il termina son paragraphe en disant, je cite *«nous ferons tout en ce qui concerne la création d'emploi car avoir un emploi est avant tout un facteur d'intégration sociale»* fin de citation. Mais aujourd'hui M. le Président, quel est le taux de chômage actuellement à Rodrigues? Certain journalistes pour le compte des radios privés on annoncé le chiffre record de 30%, déjà sur le premier défi posé c'est-à-dire celle de la création d'emploi, le gouvernement MR a failli.

Qu'en est-il de la situation par apport à la pauvreté? En 2007/2008 toujours le Chef Commissaire mentionna le chiffre de 37.5% de la population considéré comme pauvre et vivait avec Rs 2,288 par mois. Quelle est la situation aujourd'hui? Quelle est la situation au niveau de la pauvreté?

Dans le domaine de l'éducation à part le fait d'avoir donné des bourses, dans le fond qu'est ce qui a été fait quand nous voyons que le SIDPR fait mention de l'importance d'une éducation adaptée à nos besoins et à notre réalité.

Au niveau de la culture que tout le monde décrit comme étant l'âme d'un peuple, quoi de neuf? Tout cela pour dire, M. le Président que bien des fois on s'acharne à jeter la pierre sur l'autre et aujourd'hui on peut dire que l'expression anglaise *«sort out the man from the boys»* prend tout son sens. M. le Président pour un budget de fin de mandat, on attendait à voir plus d'innovation et une vraie révolution dans le contenu ce qui allait donner un gout à cette indépendance économique qui avait été promis en 2006. Pour cela, M. le Président, la population est restée sur sa faim, rien d'innovateur et rien de révolutionnaire. La présentation de vendredi fut si fade qu'on croirait que l'assistance qui était présente ici à l'Assemblée venait de suivre un cortège funèbre, tellement les visages étaient fermés. Le plus lourd, M. le Président, fut la note de la fin ou le Chef Commissaire faisait clairement comprendre qu'il a fait sa part en préparant son allocution mais il s'est très bien visiblement dissocié de la suite. Donc on peut bien s'attendre à un *«pas moi ça li ça»* surtout que les chiffres proposés ici ne sont pas ratifié par le Cabinet. M. le Président, pour Rodrigues on souhaiterait que cela arrive. Mais voilà M. le Président, le début de l'histoire d'une ile Rodrigues forte.

Ceci dit, M. le Président, permettez moi d'entrer directement dans les secteurs sur lesquelles je vais élaborer.

Je vais commencer par l'agriculture. Dans le domaine de l'agriculture, depuis 2006 on a eu l'occasion d'écouter à multiple reprises l'intervention du Commissaire par apport à l'état désastreux qui d'après lui dans laquelle ce secteur se trouvait. A son tout début, il parla de la tombée en ruine du bâtiment du Citronelle qui d'après lui démontrait, je cite *«this productive sector has been left on the verge of collapse»* fin de citation. On 2007/2008, le discours budget fait mention d'en *determinate action* en transférant le siège la Commission de Port Mathurin à Citronelle *to become more customer oriented*. Plus loin dans ce même discours, le Chef Commissaire lisait je cite *«the agricultural sector has now clear visions statements which is to provide innovative and high customer service to the farming community and to work towards a sustainable environment friendly agricultural sector with a special emphasis on specific local products"* fin de citation. Tout cela est très beau, M. le Président mais s'il

fallait donner des points sur cette belle phrase très recherché je pense que sur une échelle de 10 on aurait donné 9.5. Le mal c'est qu'en politique les poids de ces actions pèsent plus que le poids de ces mots. Voyons concrètement, M. le Président, je ne viens pas dire que dans le domaine de l'agriculture rien n'a été fait cependant je vais démontrer comment il y a eu plusieurs initiatives mais la plupart de ratés ce qui fait qu'à la fin de la journée le résultat escompté n'y est pas. Qu'est ce qui se passe avec ce *customer oriented service* aujourd'hui? Le centre de Maréchal et de Trèfles qui offraient un service dans les régions respectifs sont fermés depuis quelques mois. Au lieu que le service va vers les gens c'est le contraire qui se passe. La centralisation à Citronelle ou l'agriculteur doit investir en termes d'argent pour le transport et en termes de temps pour un même service qu'il avait dans sa localité. Et ces planteurs qui attendent depuis des mois, il y en a même plus qu'une année pour que le service agricole lui offre un service de labourage gratuit qu'on flatte tant. Moi, j'ai eu l'occasion de rencontrer des planteurs de la région de Trèfle qui ont attendu de plus de dix mois pour obtenir ce service et qui témoignent avec beaucoup de souffrance comment le tracteur passe devant leur jardin pour aller labourer chez leur voisin qui lui n'attend que depuis des semaines. Il y a eu des planteurs de mais qui ont du à la dernière minute on du payer de la main d'œuvre à la fin de la saison pour avoir leur champs labouré et c'est ça le *customer oriented service*. M. le Président, je pense que pour encourager les planteurs ces types de services devraient être régionalisés. Toujours concernant ce *customer oriented service* combien de fois auparavant j'ai rencontré des techniciens agricoles qui passaient dans les champs pour discuter avec les planteurs et pour leur donner des conseils. Avant cette catégorie de travailleurs était des hommes et des femmes de terrains, aujourd'hui ils sont devenus pour la plupart ou bien même tous des bureaucrates. Donc, de quelle proximité et de quel *customer oriented service* parle-t-il?

M. le Président, le Food Security Fund est une aubaine pour la Commission de l'Agriculture mais sans démagogie aucune je trouve que malgré les bonnes intentions et la bonne volonté du Commissaire ajouter à cette occasion inespéré qu'est le Food Security Fund tout cela ensemble dans une équation ne balance pas avec le outcome des projets initiés. C'est peut être parce qu'il y a eu des augmentations ici et là dans la production agricole on a pu témoigner aussi de beaucoup de gonflement de chiffres. Le dernier en date fut le 192 tonnes d'haricot pour la récolte 2010. Faisons le compte rapidement, 1 tonne nous donne 2000 livres ce qui veut dire qu'il y a eu 384,000 livres d'haricot, si on dit qu'il y a 8000 familles à Rodrigues ça veut dire que chaque familles a eu en moyenne 50 livres d'haricot. M. le Président, c'est ce qu'on appelle *«faire croire la nuit pou li zour»*.

M. le Président, en parlant de gonflement de chiffres qu'en ait-il du 'chilli village'? Du fameux 'chilli village' à Baladirou? Dans le Rod News, le

magazine de l'Assemblée Régionale on a vu qu'il y a eu 600 plants de piments actuellement à Baladirou. M. le Président, moi j'inviterai les personnes ici présent d'aller visiter ce 'chilli village', peut être qu'on a raté de village, au lieu de Baladirou, c'est quelque part ailleurs. Peut être tout prés de Baie Malgache et Anse Nicolas. C'est la bas que ce trouve le 'chilli village'. M. le Président, les gens de Baladirou sont content d'avoir eu chacun leur maisons clôturés et d'être desservi d'une ligne additionnel pour leur approvisionnement en eau. Eau qui était destiné à l'irrigation et qui est utilisé aujourd'hui pour des besoins domestiques.

M. le Président, quel sort des 'lemon villages' à Grand Baie et à Graviers? L'année dernière on en a parlé, Graviers a toujours été un village de limons, on en vient pas réinventer la roue. Graviers a toujours été un village de limons avec plus de 100 planteurs de limons groupés en association. Et qu'est ce qu'est devenu de ce village de limons? Ce qui est nouveau c'est qu'on a proposé de clôturer avec du fencing. C'est ça qu'on appelle un village de limons et le comble et par coïncidence, l'année où on a voulu mettre en place le village de limons c'est l'année ou on a eu le plus de limons jetés et on n'a pas trouvé de marché. Voilà le résultat M. le Président.

Toujours M. le Président, en parlant de gonflement de chiffres, qu'en est-il de la production réelle du lait à St Gabriel? Si on dit qu'on produit 10,471 litres sur six mois cela équivaudrait à une moyenne de 1735 litres mensuellement qui équivaudrait aussi à une production journalière de 87 litres. Cependant, M. le Président, d'après les gens qui vont s'approvisionner en lait, très souvent à St. Gabriel on leur a fait comprendre que sur les 40 litres qu'on a chaque jours un maximum de 25 litres peuvent être vendus mais le reste doit être gardé pour la nourriture des petits, les veaux, soit 15 à 20 litres par jour. M. le Président, aujourd'hui on vient dire, on vient embêter les gens pour faire croire que tout est rose dans le domaine de l'agriculture, et ça ce n'est pas du sérieux.

Qu'en est-il maintenant, M. le Président, je parlais tout à l'heure des villages de limons, quel est le besoins d'aujourd'hui de ces planteurs? Les planteurs de limons aujourd'hui demandent des facilités pour le *sprayage* de leurs champs, ils demandent des facilités pour un marché garanti pour leurs produits. C'est ce qu'ils demandent et on dit qu'on a investi et on dit qu'on va investir une valeur de Rs 10 millions dans ces projets de villages de limons. M. le Président, au nom de ces planteurs je souhaite que cet argent soit utilisé à bon échéant pour les aider à contrôler la qualité de leurs produits et surtout pour les aider à trouver un marché garantie, c'est ça leur besoins.

Il y a eu aussi le village d'oignons, toujours je parle pour Graviers parce que j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de rencontrer les planteurs d'oignons

à Graviers. Aussi l'idée c'est de clôturer le terrain c'est ça qu'on appelle le village d'oignons, c'est vrai aussi qu'on leur a aidé pour fouiller des puits dans leurs jardins, c'est intéressant, mais depuis une année ils attendent des démarches, ils vont faire des démarches presque tous les jours. Ils sont prêts à payer pour le service mais ils doivent pouvoir puiser de l'eau de leur puits avec un moteur. Ils veulent acheter leur moteur mais il n'y a pas d'électricité, il y en a même qui ont investi dans des moteurs à essence qui coutent très chers et qui sont des soulards je dois dire, et c'est cela même encourager les planteurs. M. le Président, je suis consciente même si on pense que les planteurs attendent tout et s'ils attendent tout ils n'ont pas tort c'est l'habitude qu'on leur a donné. On leur a fait comprendre qu'ils doivent attendre mais quand même M. le Président, je pense qu'il est grand temps si on veut vraiment encourager les planteurs, d'écouter ces gens là, de prendre leur doléances et de travailler en partenariat ave eux.

Il y a eu aussi avec le Food Security Fund, l'achat de plusieurs équipements telles que des appareilles pour la semence des oignons et la semence du mais. Tout cela est intéressant, M. le Président, je ne dis pas le contraire, tout cela est même très intéressant parce que si on veut encourager les jeunes à rentrer dans ce secteur il faut mettre des techniques modernes, il faut qu'on leur montre que ce n'est pas seul la pioche qu'on prénommer le crayon des monts qui peuvent être utilisé. C'est très intéressant mais concernant ces appareils qu'on a acheté les planteurs aujourd'hui on peur de ces appareils parce que quand on a acheté ces appareils on n'a pas consulté les planteurs, on n'a pas pris en compte la réalité de leur terrain et ces machines sont mises aujourd'hui sous la pluie et le soleil à Citronelle. Il y en a des planteurs de Pointe Coton que moi j'ai vu qui étaient en colère après que la machine est venu pour la semence des oignons alors que normalement quand ils sèment à la main après 8 jours ils peuvent transplanter avec la machine après 15 jours les oignons n'étaient pas sorti encore. Et ils ont du arracher pour replanter à la main. Et c'est pareil pour la machine pour semer le maïs. Et aussi qu'on a besoin de beaucoup plus d'eau, de beaucoup plus d'eau pour la plantation. Et le Commissaire a même visité les planteurs et certain sont venus vers lui pour lui faire comprendre que cette appareil, l'initiative était correct mais a la fin de la journée n'a pas été servi comme il le fallait. Donc, M. le Président, on peut voir que c'est vrai il y a eu beaucoup de possibilités avec le Food Security Fund mais finalement on n'a pas pu faire grand-chose.

Au niveau de l'agriculture toujours, je vois que cette année on revient avec les unit farms qu'on avait annoncé depuis bien avant. Aujourd'hui on vient proposer 25 unit farms et quand on parle de unit farms les gens pense aux fermes de gros perses où il y a la plantation, l'élevage et ainsi que la plantation des forages. Tout cela est très intéressant mais les questions qui se posent aujourd'hui c'est que: pour qu'un planteur puisse avoir un unit farm, il doit

avoir en moyenne 5 à 6 hectares de terrain. Combien de planteur pourront avec la superficie qu'on a, combien de planteur pourront avoir ce service? Et on a vu que depuis longtemps on est venu avec cette idée. En 2008/2009, dans le budget on avait parlé d'un hectare de terre pour chaque fermier pour la mise en place de ferme intégré. En 2010, on a parlé de 5 model farms qu'on n'a pas vu jusqu'à maintenant. Cinq pâturages communautaires, tout ça c'est intéressant mais qu'en est-il du pâturage aujourd'hui de Roche Bon Dieu? Où plusieurs éleveurs, presqu'une quarantaine d'éleveurs depuis des mois et des mois, depuis plus d'une année, ils attendent parce que on n'avait pas consulté les éleveurs d'abord avant la mise en place et après on a vu, on leur a fait comprendre qu'après trois mois ils pourront commencer à couper de l'herbe. Et tout ce qui avait été planté sur les rocher dans le pâturage n'a pas poussé. C'est ça la réalité aujourd'hui, M. le Président et j'ai été voir moi-même hier, M. le Président, rien n'a été poussé. M. le Président, je dois dire en même temps que ces éleveurs aujourd'hui sont laissé pour contre, ils ont lutté pendant beaucoup de temps, toujours les éleveurs de Roche Bon Dieu, pour pouvoir avoir un abreuvoir qui se situait à l'intérieur de leur pâturage. On a mis l'abreuvoir, on a construit l'abreuvoir, toujours ce qu'on appelle *«bane bœufs sans la corde, met l'abreuvoir, jamais tuyau de l'eau ti arrive la dans et abreuvoir ine fane ek soleil»*. Voila le traitement qu'on donne aujourd'hui à nos planteurs et on vient dire qu'on les encourage.

On a parlé aussi de la production de l'année dernière de 15,000 local fruit siblings sa aussi on n'a pas vue. Une ruche par famille, rien jusqu'à maintenant. Vous avez votre idée, vous y croyez donc vous le mettez en place. Nous on est là pour critiquer et notre critique était constructive parce qu'on savait qu'à Rodrigues on ne peut pas avoir une ruche par famille, c'était ça notre critique.

M. le Président on avait mis l'année dernière, Rs 20 millions pour un abattoir, là cette année on revient encore avec l'abattoir mais là cette fois-ci on a mis deux fois le montant, Rs 40 millions. On espère vraiment que l'abattoir verra le jour et que ce n'est pas seulement des chiffres en l'air pour que les gens entendent à la radio. M. le Président, il y a eu aussi en 2009, beaucoup de projets pour l'augmentation de la production de la viande, la construction d'un centre d'incubation, la construction d'un mini laboratoire qui est essentielle et qu'on a parlé depuis 2006 jusqu'aujourd'hui, c'est resté sur le papier. Et puis on parle qu'avant on mettait des dossiers dans les tiroirs, c'est ce qu'on appelle mettre des dossiers dans des tiroirs. M. le Président on devrait avoir deux retenus collinaires à Camp Pintade et à Graviers, on devrait avoir des *hundred irrigated system*, on n'a pas vu jusqu'à maintenant. Donc pour conclure ce chapitre sur l'agriculture, je vais redire qu'effectivement il y a eu de bonnes intentions, l'argent, alors qu'on disait avant qu'on doit tailler notre costume à la mesure du tissue, maintenant on donne du tissue mais on ne peut pas tailler le costume, ça veut dire que là il y a un problème. Avant c'était un problème

d'argent, aujourd'hui on a l'argent, on ne voit pas de projets, ce n'est pas visible, ce n'est pas palpable. Voilà la situation au niveau de l'agriculture.

Au niveau de la femme, M. le Président, on peut dire que seul des activités on marquer la présente année financière 2010, c'est la tenue d'une foire pour les dames en aout et les femmes entrepreneurs on exposé leur produits et la tenue de la journée sportive féminin. Rien de plus que les femmes peuvent retenir comme mesure qu'on a fait pour les femmes. Et pourtant M. le Président, nous savons qu'on parle toujours de la petite entreprise, on parle toujours de la débrouillardise, on dit même aujourd'hui des fois les gens ne savent plus maintenant quand on parle à la radio parce qu'on a les mêmes propos. Le Chef Commissaire actuel dit les mêmes choses que le Chef Commissaire d'alors disait. Aujourd'hui il vient dire *«bizin débrouiller, bizin pas dormi ziska 10 heures»*. C'est ça qu'on vient dire aujourd'hui et avant quand on le disait on faisait comprendre aux gens qu'on faisait du *«dominere»*, qu'il faut donner de l'emploi. Finalement on ne sait plus si c'est le Chef Commissaire Serge Clair qui parlait ou si c'est le Chef Commissaire Johnson Roussety aujourd'hui qui parle. Ce n'est qu'une question de nom. C'est ça l'inconvénient, M. le Président, c'est qu'on vient répéter, rabâcher tout ce que nous avons dit avant et qu'on critiquait. M. le Président, en parlant de ça, là je suis triste de répondre à la Membre qui vient de parler avant moi quand elle a parlé de quelle vision que Serge Clair a eu. M. le Président c'est vraiment triste c'est une dame qui a l'âge de ma maman, c'est une dame qui a connue …

Mr. Chairperson: No personal comments, please!

Mrs. M. R. F. Gaspard Pierre Louis: Je m'excuse. M. le Président, on a connue la différence de ce que Rodrigues était avant, c'est grâce à la vision de Serge Clair qu'aujourd'hui moi et vous, nous somme là aujourd'hui, nous nous asseyons pour discuter pour l'avenir de Rodrigues. Il y a des choses qu'on ne peut pas passer dessus, M. le Président. On peut comprendre … ce n'est pas une question de lèche botte, mais aujourd'hui c'est une question de vérité qu'on doit pouvoir accepter. Tout ce qui sont là, M. le Président ce sont des faits que jamais il faut nier. L'histoire retiendra. M. le Président au niveau de la femme, je disais que seul deux projets avaient été mis en place. Les mesures annoncées cette année à l'intention des femmes sont vraiment très mince. On ne donne pas la possibilité aux femmes d'avancer, on ne donne pas la possibilité aux femmes de réaliser leur projets. Et c'est ce qu'elles attendent aujourd'hui. Dans le domaine de l'entreprenariat, je disais avant que nous savons que c'est la femme qui s'engage. C'est la femme qui est devant, dans toutes les foires c'est la femme, dans tous les démarches c'est la femme mais rien de concret. Il y a eu bien avant la discussion pour un label rodriguais, c'est ce label comme on a discuté ici plusieurs fois qui aidera Rodrigues a décollé dans le coté de l'entreprenariat et je suis contente que cette année dans le budget qu'on est venu

dire qu'on va avoir un label puissant, j'espère que ce label naitra enfin parce que depuis des années on en parle. M. le Président, …vous mettez ce que vous voulez mais l'important c'est que le produit quitte Rodrigues et que l'entreprenariat avance. Aujourd'hui les femmes sont découragés surtout celles qui sont engagés dans de divers secteurs. Aujourd'hui il y a eu la mise en place du limon d'or, une cuisine communautaire, c'est aussi une bonne idée mais qui c'est qui dirige le limon d'or aujourd'hui? Qui c'est qui va diriger le limon d'or? C'est le RTMC. Donc RTMC d'après le budget va diriger le limon d'or et vient remplacer la femme qui s'engage. On aurait du … pourquoi ne pas confier cette gestion à une coopérative de femmes et avoir un board pour contrôler, pour faire marcher la cuisine communautaire? M. le Président, il y a eu aussi avant en 2002/2006, la construction d'un centre à Mt. Limon qui est devenu aujourd'hui comme un eye-sore. Madame Perrine-Bégué en a parlé tellement. La construction fait grâce à l'IFAD et dont le financement pour les équipements devait venir de l'Assemblée Régionale. Aujourd'hui les femmes de Champs, de Mt. Limon, de la région attendent encore. Rien de concret. M. le Président, aujourd'hui on a vu que rien ne marche au niveau de la Commission de la Femme, rien ne marche. On a mis en place un Centre des Femmes à Malabar, qu'est ce qu'on fait de ce centre? Il y a eu le Family Integrated Centre, cela est servi comment? Et ils parlaient avant de Cathédrale dans le désert, c'est eux aujourd'hui qui convertissent ces beaux bâtiments, tous ces bâtiments avec des projets bien spécifiques, ils les convertissent en cathédrale dans le désert. Et l'histoire retiendra, vous avez eu des possibilités, vous avez eu des facilités mais vous n'avez pas su l'utiliser. Aujourd'hui ce centre intégré pour la famille aurait du être utiliser comme un centre de formation. Nous qui travaillons avec les jeunes nous voyons la nécessité d'une école de formation pour les parents afin de les aider à mieux jouer leur rôle en temps que maman et papa. Ce centre intégré de la famille aurait du être utiliser dans ce sens et ainsi contribuer réellement à l'épanouissement de la famille qui se fragilise jour après jour. M. le Président, les femmes attendent toujours mais heureusement qu'il y a eu la NEF, la National Empowerment Foundation de Rodrigues qui a su accompagne au moins un groupe de femmes, un groupe d'artisans et dont aujourd'hui personne ne peut venir critiquer par rapport à la qualité des produits qu'ils fabriquent. Personne ne peut venir dire un mot. Et grâce à la NEF toujours, les femmes ont pu avoir la possibilité d'avoir leurs produits quitter Rodrigues pour aller plus loin.

M. le Président, au niveau de la grossesse précoce, il y a eu une étude faite commanditer par le gouvernement d'alors faite par des professionnels de l'Université de Maurice. Ce rapport est bien là mais qu'est ce qu'on en fait? Aujourd'hui on peut voir que le fléau de la grossesse précoce continue belle et bien, alors qu'on a eu un outil de travail mais qu'on n'utilise pas assez. M. le Président, je vais terminer sur cette note par rapport à la femme. M. le

Président, aujourd'hui il est plus que temps pour qu'une Commission de la Femme, une Commission qui s'occupe de la famille se réveille et se met à l'œuvre parce que sinon demain il sera trop tard. Aujourd'hui les femmes attendent des *incentives* concrètes, les femmes attendent pour pouvoir avancer mais le gouvernement n'est pas là pour leur tendre la main.

Au niveau de l'éducation et de la formation, le leader Serge Clair en a longuement parlé, pas de grande nouveauté pour cette année. Les mesures déjà annoncés dans le passé, la grande déception des parents de la région de Port Mathurin par apport au non mention de l'école de Montagne Charlot qui allait décongestionner l'école de Basile Allas, tout le monde le sait. Pas de mention ou de prise de position par apport au grand projet au Créole comme matière optionnelle dans les écoles. Alors que nous savons que nous avons un Créole différent de ce de Maurice, rien. Rien pour la formation de plus de 500 jeunes qui atteignent le département de pré-vocationnelle chaque année surtout que nous savons que le département pré-vocationnelle de Brulé bénéficie les aides de la Commission pour la mise en place d'autre cours telles la couture, la broderie entre autres. Pourquoi on n'a pas pensé à étendre ce projet à d'autres établissements, à d'autres élèves du REDCO? Le comble c'est par apport au MFR, on vient dire ici dans le discours du budget que la MFR de Citron Donis, on donne des cours de Literacy et Numeracy. Cela n'a rien à voir avec l'objectif de la MFR. Le concept de la MFR c'est la formation en alternance principalement dans le domaine de l'agriculture. Le vrai MFR aujourd'hui ce trouve au Centre Frère Remi. Là bas les jeunes apprennent les techniques de la plantation, de l'élevage, la gestion de l'entreprise, les techniques de vente, la calculassions des prix, c'est cela le MFR. Et pourquoi ne pas étendre ce projets, avoir 2 ou 3 autres endroits? Et les jeunes aujourd'hui qui quittent Frère Remi arrivent à *«déboute lor zot dé lipieds»*. Soit en travaillant pour leur propre compte ou étant des employés dans les domaines où ils ont été formés. Aujourd'hui le MFR à Citron Donis on nous fait comprendre qu'on fait de Literacy et Numeracy et qu'après le jeune passe deux semaines dans un garage en guise de stage. Le stage, M. le Président, c'est l'application dans le milieu professionnel de ce que l'enfant a appris dans son établissement en théorie. Donc, qu'est ce que le jeune vient faire, il a appris à lire et a écrire à Citron Donis et puis il va apprendre à voir la composition d'une voiture, comment c'est arrangé, rien à voir avec la MFR. Qu'est ce qui c'est passé, M. le Président, après quatre ans de l'acquisition de 51% des actions de REDCO pour l'Assemblée Régionale, quels changements? Apart d'un board comprenant d'une majorité de rodriguais, qu'est ce qui c'est passé? Rien. Quelle est la différence aujourd'hui d'avoir REDCO rested à Maurice et REDCO rested à Rodrigues? Pas de différence, on ne le voit pas. Où est passé ce livre de Madame Bertaulaud, lancé depuis quelques temps et destiné à enseigner l'histoire de Rodrigues à nos jeunes? Rien. Où sont ces animateurs qui étaient

sensés aller dans les écoles apprendre la musique, la danse et autres expressions artistiques. Toujours rien. M. le Président, quand nous regardons les statistiques je suis fière, dans Digest 2009 nous constatons que pour 652 jeunes qui ont fait la SC en 2007, seul 276 sont arrivés en HSC en 2009, les 58% donc prés de 375 jeunes ont quitté l'école en 2007. Où sont ces jeunes? Que font-ils? Rien que pour 2009, Digest 2009 toujours fait montre qu'il y a 150 jeunes qui sont en troisième année en pré-voc. Sur ces 150 seul une quinzaine on trouvé un place à la MITD. Où est le reste? Que préconise le gouvernement pour ces jeunes? C'est bon de mettre l'emphase sur les résultats de la CPE mais il y aura toujours des jeunes qui ne pourront pas atteindre, c'est dommage de dire mais c'est une réalité. Qu'est ce qu'on peut faire pour ces jeunes là? Le gouvernement a démontré son désintérêt pour la formation professionnelle. Donc pour les jeunes dans son ensemble. Il y a eu des années de cela la signature d'un MOU avec l'ex IVTB qui est aujourd'hui le MITD depuis plusieurs années. A quoi c'est servi ce MOU ? A quand un agrandissement du MITD pour donner des cours plus poussés à nos jeunes dans plusieurs domaines quand on sait qu'à Maurice la MITD a fait un partenariat avec l'Université de Technologie, quand on sait qu'à Maurice la MITD donne des cours du niveau NTC 2, plus professionnelle. A Rodrigues, le gouvernement régional n'a rien fait pour montrer son intérêt par apport à la formation professionnelle de nos jeunes. C'est bon de donner des bourses mais combien de gens peuvent se déplacer pour aller à Maurice? M. le Président quand on vient imposer on dit qu'on ne respecte pas l'autonomie, mais la on ne propose rien, qu'est ce qu'on va dire?

M. le Président, au niveau du HR cadre, le Human Resource Knowledge and Arts Development Funds. Comme annoncer depuis deux ans de cela par le Ministère de Finance d'alors, les étudiants … et nous savons qu'à Rodrigues la majorité des parents possèdent un bail, ce qui veut dire c'est déjà une limite pour nos jeunes. Qu'est ce que la Commission a fait pour que les élèves puissent bénéficier par rapport à notre spécificité parce que nous savons que ce n'est pas le cas à Maurice. A Maurice c'est plus difficile d'avoir un bail résidentiel qu'à Rodrigues. Jusqu'ici rien et beaucoup de nos jeunes ont été pénalisé et n'ont pas pu se déplacer pour leur formation et je crois que la Commission est passé à coté d'une action vraiment important. Les étudiants sont déçus aussi, ils ont attendu depuis 2006, on a parlé de la construction d'un hostel à Maurice pour les étudiants rodriguais, on sait combien ils ont des difficultés pour trouver un logement, jusqu'ici on a annoncé le projet et jusqu'ici on n'a rien fait. Pour terminer M. le Président, je dois dire que moi-même j'ai été déçue par rapport au budget. Il y avait beaucoup de mesures que j'attendais. J'ai entendu le Ministre de Rodrigues, le Leader du gouvernement au pouvoir parlé de un million de cocotiers, dont 5000 sont déjà arrivés à Rodrigues. J'attendais que dans ce projet on pourrait dire que dans quelques

années Rodrigues serait autosuffisant en fuel. On n'a rien entendu. On a l'impression qu'il y a un gouvernement dans un autre gouvernement aujourd'hui. On attendait le fameux projet du Sache Dam, rien. Apres une semaine depuis que le Ministre est entré en fonction on devrait avoir des pécheurs s'adonner à la culture d'algues, dans le budget, rien. Ça veut dire qu'il y a deux capitaines qui naviguent dans deux directions opposé et ça c'est très dangereux pour l'avenir du pays.

M. le Président, je voudrais dire quelques mots concernant les IROs, j'ai mentionné plusieurs fois l'importance de la décentralisation, oui c'est important mais comment? Faut décentraliser mais comment? Avant je parlais de l'agriculture, il y avait toujours des techniciens dans les régions. Avec les IROs aujourd'hui est ce qu'il y aura un DH pour une région ou bien un DH pour un domaine? Aujourd'hui on a un DH de l'eau, de l'éducation, donc finalement aujourd'hui ce DH sera comme un *all rounder*. Comment on va faire pour que dans chaque région on donne des permis? Quel contrôle on pourra avoir? Il y a des services qui doivent être même pas centralisé mais en même temps avoir un système de contrôle. Je dois dire peut être qu'ils pensent qu'on craint comme on dit dans l'évangile *«on ne craint rien»* parce qu'on sait qu'il y a le chaos qui vient devant.

M. le Président, sur ce je voudrais dire que dans ce budget il y a rien eu pour donner de l'espoir à nos jeunes, rien eu pour donner de l'espoir à cette population qui souffre, rien de concret pour qu'on montre comment aller vers Rodrigues 2020.

Sur ce, Mr. le Président, je vous remercie.

The Commissionner for Agriculture & Others (Mr. L. A. Perrine): M. le Président, en écoutant certains discours on comprend qu'il y a effectivement des gens qui sont tenté par le catastrophisme. On sait que la perspective de l'apocalypse à régulièrement hanté l'imaginaire humain. Et il arrive même que certaines personnes prédisent l'absence du futur mais il faut être lucide, la lucidité éclaire la responsabilité. Il serait souhaitable donc de voir ensemble ce que nous pouvons faire dans le présent pour essayer de rendre l'avenir mieux vivable pour nous tous.

M. le Président, j'aime le concret et je me méfie des grands discours. Toutefois je tiens à féliciter le Chef Commissaire pour le budget 2011 qui comporte les axes majeurs pour dynamiser les secteurs créateur de richesses et les autres secteurs économiques prioritaires. La décentralisation et l'aménagement du territoire visent entre autres à apporter des changements en profondeurs pour une démocratie de l'état édifié sur les principes d'une gouvernance moderne, rigoureuse et responsable. Bref, le budget 2011 érige en priorité un développement économique cohérent et mobilisateur.

M. le Président pour revenir sur le secteur que je m'occupe, j'ai bien écouté Mme. Pierre-Louis mais je dois dire que dans le secteur de l'agriculture, le secteur était mourant. A certains moments je me suis demandé si je suis venu pour l'enterrement ou pour le baptême. Et je suis heureux aujourd'hui de dire que j'ai transformé l'enterrement en un baptême. Un secteur que vous l'opposition vous avez laissé mourir, que vous n'avez rien fait pour faire revivre et c'est grâce a nos efforts ce que nous avons fait pendant trois ans que ce secteur a pu recommencer à vivre et à respirer. Maintenant venir parler de peccadilles ici, la bas pour jeter le blâme pour dire que rien n'a été fait? Et ce qui est pire on n'est en train de faire de la démagogie en essayant de contester tous les chiffres. Dans la presse, dans L'assemblée Nationale à Maurice, les Ministres ont mis ces personnes à leur place. Mais seulement, ce que je sais il faudrait … vous savez il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir. Mais je sais que la population, la conscience populaire est au courant et voit très bien ce qui se passe à Rodrigues et venir dire le contraire c'est libre à vous mais je sais très bien que c'est une bataille perdue d'avance.

En ce qui concerne le secteur agricole, je tiens à déclarer haut et fort que nous avons tenu tous nos engagements, c'est-à-dire relancer la production agricole qui était sur le déclin pendant plus d'une décennie et encourager la population à retourner vers la terre. La tendance croissante dans la production agricole est confirmé année après année malgré la démagogie de l'opposition qui à court d'arguments conteste tous les chiffres. Dommage que c'est ainsi mais nous comme le Premier Ministre a dit le chien aboie la caravane passe.

M. le Président, notre vision pour le secteur agricole a été très bien comprise et suivie par la population surtout par les producteurs primaires, de part les crises qui ont secoués le monde pendant ces dernières années, les rodriguais ont pris conscience qu'ils doivent impérativement cultivé la terre pour avoir de quoi se nourrir et pour avoir le moyen de financer ces autres besoins. M. le Président, la Commission de l'Agriculture a publié son plan stratégique pour le développement à Rodrigues, le développement agricole 2007/2015. Ce document trace clairement la politique et vision agricole de la Commission. Ce document est la Bible de la Commission car maintenant on sait où on est et où on va. L'année prochaine on sera à mi-chemin dans la réalisation de ce plan et un mid-term review sera organisé. Mais des aujourd'hui je peux dire qu'on a déjà réalisé plus de 50% de ce qu'on a prévu pour 2015. Et avec le budget 2011 on va réaliser encore 20% pour atteindre 70% de ce plan. Donc a ce train on est sure qu'on va compléter les objectifs bien avant 2015.

M. le Président, la prise de conscience de la population des producteurs surtout par apport à la sécurité alimentaire a été l'élément déterminant dans la croissance de la production agricole à Rodrigues aidé en cela par une bonne

condition climatique et des stratégies bien ciblée. M. le Président, l'approche filière pour les produits telles oignons, haricots, maïs et pomme de terre sera établie pour d'autre produits, d'autres producteurs vont être regroupé ce qui va nous permettre d'avoir un meilleure encadrement et suivie afin de bénéficier des différents services offert par la Commission. M. le Président, la formation et l'empowerment des planteurs n'a pas été négligé pendant cette année et sera d'avantage renforci en 2011. Des ateliers de travail et sessions de formations et autres sera organiser et les planteurs vont être encouragé à se regrouper et à travailler en groupe pour mieux bénéficier des services que la Commission compte offert.

M. le Président, des villages agricoles ont été créé et des terrains agricoles dans ces zones ont été clôturés surtout contre les animaux errants. Et une nette hausse dans la production a été obtenue dans ces zones. A titre d'exemple, 85% de la production d'oignons a été réalisé dans ces villages d'oignons et 35% de la production total d'haricot dans les villages d'haricots c'est-à-dire à Baie Topaze. Malgré que l'Opposition soit contre les villages agricoles mais ce qu'on constate sur le terrain, la majorité des planteurs apprécient ce que nous faisons, les grouper autour d'un projet, d'un produit et nous allons étendre ces activités, ce projet vers d'autres villages.

M. le Président, en plus de l'encadrement technique, l'apport de la nouvelle technologie a contribué à la croissance de la production agricole. Le service de mécanisation qui est actuellement gratuits va en 2011 augmenter, continuer afin de permettre à plus de rodriguais à cultiver la terre. Le service va être renforci avant la fin de l'année avec l'arrivée de deux tracteurs additionnel qui ont été complètement refaits à Maurice pour augmenter l'effectif que nous avons à Rodrigues afin de pouvoir couvrir toute l'ile.

M. le Président, pour prendre la tache des planteurs moins pénible, deux semeurs d'oignons et un pour le maïs est acheté par la Commission. Ces engins sont encore au stade d'essaie chez les planteurs et ces machines vont être utilisées à fond pour les prochaines campagnes de production. D'autre part la situation du sillionneuse surtout pour la production d'haricot et de la pomme de terre a grandement aidé pour diminuer le cout de production et pour diminuer le rendement. Une sillionneuse additionnelle sera construite avant la fin de l'année afin d'augmenter le service.

M. le Président, l'eau est essentielle pour avoir une bonne production et pour encourager plus de personnes à retourner vers la terre, une dizaine de réseaux d'irrigation où l'eau est disponible ont été mis sur pieds et cet apport d'eau pour l'irrigation est déterminant pour la productivité. Cette année encore plusieurs réseaux d'irrigation seront mis en place et la gestion des réseaux sera revue.

M. le Président, l'enregistrement des planteurs avec le Small Planters Welfare Fund a permis une meilleure reconnaissance et une valorisation du métier de planteur. A ce jour plus de 800 planteurs ont été enregistré et il y a une bonne centaine qui on signifié leur intention pour être s'enregistrer avant la fin de l'année. Avec cette carte, M. le Président, les planteurs vont bénéficier de plusieurs avantages telles que bourses d'études, tertiaires et secondaires, pour leur enfants, qui sont éligibles bien sûr, plan de pension, pour la première fois sera mis en vigueur cette année pour les planteurs à Rodrigues, plan d'assurance, récompense pour les meilleurs planteurs, Planters Excellence Award, frais funéraires, privilèges et discounts dans les différent point de vente pour les produits à Rodrigues et à Maurice.

M. le Président, notre objectif pour 2011 c'est que la vision de la Commission a pour augmenter la superficie de culture qui est de 500 hectares de passer à 1000 hectares d'ici 2012. Ce qui va doubler la production agricole de l'ile qui est en la moyenne de 2500 tonnes par année.

Mr. le Président, l'agriculture a un volet social, culturel et économique qu'on doit prendre en considération. Dans ce contexte, ma Commission compte venir de l'avant avec le concept Agricultural … Plot. Sous ce programme les bénéficiaires auront le permis pour planter, nourrir les animaux sur des sites spécifiques et en même temps avoir un bail résidentiel sur ce même terrain. Ce projet pilote démarrera l'année prochaine et sera mis à la disposition des pères de familles pour ce type de permis.

M. le Président, la recherche est très importante pour une production agricole soutenue et il est grand temps que Rodrigues investi dans la recherche. Un plan de recherche et de développement sera donc mis sur pied pour offrir aux planteurs des nouvelles technologies adaptées à leurs problèmes de tous les jours, à titre d'exemple, les planteurs ont besoin de semence et des variétés qui sont adaptés à notre condition agro-climatique. Dans un premier temps les produits pays, tels que le maïs, l'haricot, l'oignon et la patate douce seront concernés. D'autre part, M. le Président, avec le concept d'agriculture soutenable et la protection de l'environnement, le nouveau concept agro-écologie sera introduit. Les planteurs de même que les officiers seront formés et exposer à cette nouvelle technique de production pour Rodrigues. Dans la même optique, une unité de production, de composte à grande échelle sera mis en place par la Commission. Le composte produit pourra ensuite être vendu aux planteurs à un prix abordable, le but étant de réduire la quantité de fertilisant chimique qui est introduit par nos planteurs et en même temps aider grandement à améliorer les caractéristique de nos terre dans le long terme.

M. le Président, avant de parler sur l'élevage, je voudrais dire un mot sur le Chilli Village dont le Membre Mme. Pierre-Louis a fait mention. De toutes

les façons les cinquante femmes vont être mises au courant de l'appréciation de l'Opposition du projet Chilli Village mais il y a un cas que je demanderais à Mme. Pierre-Louis de visiter. Je donne le nom de la personne, Mme. Hypolite, cette dame a produit 14 livres de *ti piments* qu'elle a vendus pour Rs 3800 et avec cet argent cette dame a acheté deux sacs de riz et elle a assuré son approvisionnement jusqu'à l'année prochaine. Ce sont de tels projets qu'on veut lancer et il faudrait voir le bon coté, il ne faut pas prendre *une hirondelle pour le printemps*.

Concernant le secteur de l'élevage, c'est un secteur prioritaire de ma Commission comme nous l'avons fait ressortir dans notre plan stratégique. L'élevage est un des secteurs porteurs croissance et aussi créateur de richesse. D'ailleurs pour beaucoup de familles rodriguaise leur cheptel est comme un dépôt bancaire. C'est pourquoi la valorisation de ce secteur qui a été complètement abandonner, rien n'a été fait par l'ancien gouvernement et considérer comme prioritaire par ma Commission.

M. le Président, nous sommes d'avis que le salut des éleveurs est dans la création des valeurs ajoutées comme cela a été le cas dans le secteur agronomique. La construction d'un nouvel abattoir moderne sera donc l'outil déterminant dans la restructuration de l'élevage à Rodrigues. La vente sur pattes des animaux vers Maurice cause non seulement des pertes à la Mauritius Shipping Company Limited mais aussi à nos éleveurs car ils ne sont pas à l'abri des caprices des acheteurs. M. le Président, l'abattoir de Baie Diamant apportera la possibilité d'exporter nos animaux en découpe et en morceaux de choix, *choice cut* qui apporteront plus de revenus aux éleveurs. Nous avons déjà eu le *green light* du Ministère de l'Environnement et les travaux de construction, pour faire plaisir à Mme. Pierre Louis vont démarrer en Octobre cette année afin de déterminer, une unité sera opérationnelle en 2011. Cette unité comprendra trois modules séparés pour les bœufs, les cabris et moutons et les porcs. La capacité de tuerie est de vingt-cinq porcs et dix bœuf journellement et ce en respectant les normes qui sont préconisés par la FAO.

Gestion de pâturage, M. le Président, dans le but de freiner la divagation des animaux et la je suis obliger de dire et moi je ne comprends pas l'Opposition lorsqu'ils disent que rien n'a été fait pour contrôler la divagation des animaux. Quand je suis arrivé à l'agriculture, M. le Président, le Cattlewalk Regulation date depuis 1984 était en train de dormir dans un tiroir rien n'a été fait. 1984, je suis arrivé en 2006. On n'a pas eu un bon coté politique pour prendre cette décision. Nous nous allons venir avec des règlements pour contrôler. Nous avons la volonté politique pour contrôler la divagation des animaux à Rodrigues qui causent beaucoup de torts, non seulement à l'environnement mais aussi aux planteurs qui n'arrivent pas à protéger leurs terrains agricole. Alors des pâturages seront réhabilités, nous avons une

dizaine, ils seront réhabilités, des espèces fourragères, de meilleur rendement et de meilleures qualités seront plantés et la gestion se fera de concert avec les éleveurs. Le système *cut and carry* sera appliquer et le cadre régulateur renforcé. Ma Commission a déjà recruté un Manager pour gérer ces pâturages et mettre en place des méthodes de conservation de forage telle que le sillage et le foin. L'accord de la Food Security Fund sera sollicité afin d'opérer un *special scheme* for Pasture Production and Management en 2011 afin d'aider les éleveurs de produire leur propre forage.

M. le Président, nous savons tous que la restructuration de l'élevage à Rodrigues est nécessaire afin de réduire la dégradation de la couverture végétale de l'ile. Afin d'avancer ce procédures *l'empowerment* de nos éleveurs est une priorité. Dans ce contexte, des moyens modernes et des souches de bonne qualité seront mis à la disposition des éleveurs.

M. le Président, la production de porc est très ancrée dans la tradition rodriguaise, d'ailleurs beaucoup d'experts sont unanimes que le gout de notre porc est unique. Dans le but d'encadrer d'avantages nos éleveurs de porc, un accord sera signé entre les coopératives des producteurs de porc de la Réunion (CPPR) et la Rodrigues Pig Breeders Association qui regroupe plus de 400 éleveurs de porc de Rodrigues. L'objectif de cet accord vise à organiser un programme de coopération entre les deux partenaires pour:-

(i) Renouvellement des producteurs;

(ii) Nous conseiller en matière génétiques; et

(iii) Nous aider techniquement pour la construction et l'installation des équipements et la formation des techniciens pour notre futur abattoir.

Mr. Chairperson, Sir, I would like to come now to an important sector which is agro-processing and here I would like to say that a lot has been done. A lot of training has been done but the policy of my Commission we have adopted a different approach. So, agro-processing is considered to be a promising sector having high potential for creating jobs, generating income and adding value to Rodriguan products. The sector has also a strong export potential that need to be exploited fully. The most common raw materials used are local lemons and chillies. Some 32 products are locally produced in different amount and quality. More than 70% of agro processed products are based on lemon and chilli and the most popular one sweet and sour *"aigre-doux"* and chilli and lime pickles. There are a number of government supported institutions and international agencies that provide technical information, financial and training assistance to agro processors. Mr. Chairperson, Sir, my

Commission is adopting a holistic approach for further developing the agro processing sector being given its employment potential and the focus is on improving the raw materials that's why we are setting up the Chilli Village, Lime Village, to produce raw materials for the agro processing sector because you cannot develop a sector if you do not have regular supply of raw materials. Improving quality and safety of the product that's why we are coming with the Community Kitchen with hygienic norms so that the products may be exported, improve marketing facilities.

Mr. Chairperson, Sir, in line with the policy of my Commission, to strengthen food safety and hygiene, in the informal food sector, a first Community Kitchen has been set up at Marechal. The capacity of the kitchen is 300 pots per day. This is very interesting business and we hope to extend this project to five other regions in Rodrigues. Many women in Rodrigues are involved in income generating activities in the informal sector. In many households their contribution to income is crucial. The Community Kitchen will enable agro processors to operate under hygienic conditions, in improve building and with equipment that needs legal requirement. Hence, Rodrigues will become competitive in exporting processed products and it will increase consumers' confidence and create a significant impact on standards. Mr. Chairperson, Sir, my Commission is proposing to set up five Community Kitchen in different regions in Rodrigues; and for 2011 two Community Kitchen will be set up for meat processing and honey.

M. le Président, le miel de Rodrigues jouit déjà d'une bonne réputation. Ma Commission veut valoriser d'avantage ce produit qui a déjà été primé en plusieurs occasions grâce à sa typicité et sa haute qualité organoleptique. Nous pensons qu'il est temps de mettre notre miel sur le marché niche afin d'apercevoir des bénéfices additionnels. De ce fait la Commission va transformer l'ancienne Maison du Miel à Citronelle en une unité de production, de traitement et d'embouteillage dans le but d'assurer la préservation de la qualité du miel, le respect des normes sanitaires et la commercialisation de pointe. Cette innovation se fera en étroite collaboration avec l'association des apiculteurs de Rodrigues et d'autres partenaires de ce secteur. Des démarches sont actuellement entreprises pour la vente de notre miel en Italie à travers le Fair Trade, une grande chaine de distribution très connue en Europe. M. le Président, en ce qui concerne la préservation de la qualité de notre miel, nous somme en phase de signer un accord avec Calibrand, une branche de cire à la Réunion qui regroupe un réseau de certification de miel dans l'océan indien. De plus nous entreprenons une collaboration étroite avec le syndicat apicole de la Réunion pour la formation des apiculteurs et la modernisation du système de production de miel pour venir avec une ruche par famille en l'an 2020. M. le Président, nous avons déjà mis en place trois mini laboratoires, à bon entendeur salut, pour tester le miel à Rodrigues et nous allons les renforcer avec l'achat de

plusieurs équipements de pointe avec le soutien du Food Security Fund. Trois mini laboratoires ont déjà été installés et sont déjà opérationnelles à Citronelle.

M. le Président, depuis sa mise en place en 2008, la RTMC a doublé ses efforts afin de trouver un marché pour les produits rodriguais, en sus de la commercialisation du porc, le miel, l'oignon, la pomme de terre et l'ail de Rodrigues, la compagnie a tout récemment débuter la commercialisation des limons vers Maurice. Une commande ferme de 4 tonnes par mois a été négociée avec succès avec la compagnie Sourat Ltd. Un aboutissement qui fait réjouir les planteurs et je pense que les Membres de l'Opposition aussi et nous pensons que l'épisode des sera choses du passé. Mais les limons doivent être de bonnes qualités. C'est pourquoi nous somme en train de mettre en place des Lime Village parce que plantation de limons, les vergers, les *orchards should be managed*. Il faudrait gérer. On ne peut pas planter un plant de limon à Graviers et on habite à Nouvelle Découverte et on va là bas seulement pour la récolte. Le verger doit être gérer, il y a des méthodes à pratiquer pour avoir de bon produits. Seul les produits de qualité seront commercialiser, les autres vont être dirigé vers Marechal pour le processing.

La compagnie donc, M. le Président, continue à faire la diversification, le 30 aout comme je viens de le dire, une cuisine communautaire au cout de Rs 1.6 millions vient d'être inaugurer à Marechal avec l'objectif de palier à la manque du secteur alimentaire donc la qualité et la standardisation des produits. En somme, M. le Président, le Rodrigues Trading and Marketing Co. Ltd est un acteur clé dans notre stratégie de développement agricole à Rodrigues. La Communauté de planteurs et d'éleveurs est satisfaite du rôle de la compagnie. A titre d'exemple, grâce à son intervention, le prix d'achat d'oignons est passé de Rs 5.90 en 2008 à Rs 10 la livre cette année soit une augmentation d'environ 70%. C'est dommage que dans la presse partisane j'ai lu qu'ils ont dit que la RTMC vendait l'oignon à Rs 20 la livre, c'est complètement faux, M. le Président, car la RTMC ne vend jamais d'oignons directement aux consommateurs. Mais c'est l'achat d'oignons des planteurs qui se fait à Rs 20 le kilo soit à Rs 10 la livre. Deuxième éclairage que je voudrais apporter, il y a un débat comme-ci la compagnie fait du chantage avec les planteurs pour qu'ils vendent leurs produits à la compagnie. Complètement faux, M. le Président, la compagnie est simplement en train de donner des *seeds vouchers* à ceux qui vendent l'oignons à la compagnie. Ces *seeds vouchers* vont permettre aux planteurs d'avoir un discount l'année prochaine quand ils vont venir pour acheter la semence. C'est tout à fait normal, on ne peut pas donner les *seed vouchers* à des personnes qui vendent leurs produits ailleurs mais il y a aucune loi, il n'y a aucune obligation à qui que ce soit de vendre leurs produits où ils veulent. Ce n'est pas du chantage mais il faudrait, un terme, peut être qu'on doit apprendre, il faudrait fidéliser les clients, ça c'est un terme commerciale qu'on doit à Rodrigues comprendre.

Face à l'augmentation, c'est-à-dire on a eu une augmentation de 70%, M. le Président afin de promouvoir le secteur de l'élevage, un accord est passé entre la compagnie et le Zoé Farm de Maurice pour la commercialisation du porc en découpe. La signature de cet accord est attendue avec impatience par les éleveurs parce que cet accord apportera une augmentation dans le prix d'achat du porc sur patte à Rodrigues. D'autre part, M. le Président, je voudrais dire avec fierté que cette compagnie opère sans *grant* du gouvernement. C'est une compagnie qui ne reçoit aucun *grant* de l'Assemblée Régionale et que son chiffre d'affaire pour 2010 est estimé à Rs 15 millions, c'est-à-dire plus de Rs 1 million par mois. Et la compagnie a un personnel de dix personnes.

Mr. Chairperson: Commissionner Perrine, I am sorry to interrupt you. Normally it's time to suspend. Are you going to be long?

Mr. L. A. Perrine: No.

Mr. Chairperson: Ok. Proceed then.

Mr. L. A. Perrine: M. le Président, malgré le progrès accompli dans ce secteur agricole, il y a d'autres défis à relever pour soutenir le progrès tels que l'impact du changement climatique sur notre agriculture, l'adoption des nouveaux insectes contre les maladies et introduction des technologies appropriés, stratégie appropriées pour encourager les jeunes à se tourner vers l'agriculture. Aussi d'autres défis c'est pour trouver un marché pour notre produit agricole et aussi grand défi que nous aurons à faire face c'est l'usage de l'eau pour les besoins agricole et pour l'élevage.

M. le Président, je voudrais dire un mot concernant la reforme, sur une loi qu'on voudrait passer concernant la reforme dans l'agriculture. The Rodrigues Agricultural Reform Bill. Vous savez nous avons très brièvement, au moins une quarantaine de règlements qui existe depuis 1942 concernant l'agriculture, ce que nous allons faire, nous allons *update* tous ces règlements et faire sortir une loi le Rodrigues Agricultural Reforme Bill qu'on va présenter dans cette Chambre très bientôt.

Concernant Foret, je dois dire que nous somme en train de revoir les services pour être plus proche de la population, avec les IROs le service sera décentraliser et nous avons la visite du Conservateur des Forets, *in fact*, je crois qu'il est arrivé aujourd'hui, pour revoir les règlements qui existent pour les rendre beaucoup plus applicable à Rodrigues afin de renforcer le service de *Enforcement* et aussi *Forest Management*.

M. le Président, je voudrais dire un mot aussi sur le Food Security Fund parce que Mme. Pierre-Louis a fait référence de ce fond, il y a eu plusieurs questions et débats dessus, je voudrais apporter un certain éclairage dessus, sur

l'utilisation de l'argent et comment c'est utiliser à Rodrigues pour que tout le monde puissent comprendre très bien dans quelle direction on veut aller. In fact, Mr. Chairperson, Sir, without the support of the Food Security Fund, progress in the agricultural sector would not have been possible. The implementation of projects under the fund has therefore greatly contributed to reverse the ten year old trend of decreasing production and area cultivated in Rodrigues. It is a fact, Mr. Chairperson, Sir, that the Food Security Fund has triggered the reorganization and the revitalization of the agricultural sector in Rodrigues. It is well accepted by the rodriguan farmers and the population at large that support received has enable farmers to cultivate more land and improve the production system, thus resulting in increasing the revenue. As to date, Mr. Chairperson, Sir, a sum of Rs 65 millions has been earmarked for the implementation of 14 projects in Rodrigues. I will also like to inform the House, that to sustain progress in the agricultural sector, projects of Rs 100 million has been submitted to the Ministry of Agro-Industry for projects to be implemented in 2011, and the focus will be on continued upgrading of abandoned agricultural land, livestock and pasture development including the setting up of a modern slaughter house, agro-processing sector inclusive of honey and the development of the irrigation network throughout the island.

M. le Président, pour terminer je voudrais simplement dire, malgré ce que l'Opposition prêche, moi je crois qu'il y a beaucoup d'avenir à Rodrigues et ce gouvernement a la capacité de créer les facilités nécessaires pour que les gens puissent retrouver cette fierté qu'ils avaient à travailler la terre et nous avons vu que le retour existe, les gens retrouvent le gout à cultiver la terre. C'est vraiment une fierté que les rodriguais avaient pour cultiver la terre et être attacher à leur terre qui est un petit peu, je peux dire, est leur identité. Et nous nous savons qu'il y a de l'avenir dans ce pays et l'avenir se retrouve dans ce que nous avons comme richesse, c'est-à-dire l'aspect unique.

Merci, M. le Président.

At 12.45 hours, the Assembly was suspended for 45 minutes.

On resuming at 13.30 hours with the Chairperson in the Chair.

Mr. J. D. Spéville: M. Le Président, laissez moi commencer par féliciter le Chef Commissaire pour ce budget. N'importe quelle partie qui est au pouvoir dans cette Assemblée toujours mérite d'être féliciter pour la présentation d'un budget parce que le budget doit contenir obligatoirement des projets qui vont dans l'intérêt de son peuple. Nous sommes dans une démocratie, il y a et il y aura toujours des voix discordantes, des critiques sont la pour nous faire avancer et les propositions peuvent nous unir pour battre et conquérir la guerre dans l'intérêt de nos citoyens et l'avancement de notre île est menacé.

Mr. Chairperson, Sir, being an UDR Independent Member, Secretary General, not Leader, je côtois les rodriguais de tous bords *and you know what are their* souhaits? *That all the politicians even though they are from different parties unite their common strength and fight for the common interest of Rodrigues*. C'est avec cette idée en tête qu'ils nous encouragent. À la radio, dimanche dernier, Sœur Roselyne disait quand on encourage quelqu'un il avance, je fais des pas en avant et il fait progresser ses idées. C'est pourquoi je fais un pressent appelle au Ministre des Finances qui nous a rendu visite récemment et qui va présenter le budget for year 2011 de rendre applicable le Saving Job et le Recovery Fund avec plus de sérieux parce que tout récemment dans le secteur touristique, il y a eu des licenciements. *Prendre en compte le* memorandum sent by the RRA for the price of rice and flour to be sold at the same price as in Mauritius. Allow fishermen fishing outside the lagoon to have duty free on the petrol they buy to render their activities more sustainable. Soutenir le memorandum déposé par l'ATR, (l'Association de Touristes Réunis) pour que la réduction sur le billet d'avion accordé aux passagers se rendant à Rodrigues soit étendue à ceux qui se voyagent dans le sens inverse. Considérer le loan des planteurs auprès de la DBM pour le cyclone Kalundé comme des *extreme hardship cases and write them off*. Maintenir le prix du freight entre Maurice et Rodrigues et du billet comme elles sont to *prevent any more increase* dans le coute de la vie à Rodrigues. Approuvé le budget présenté par la RRA pour 2011 in totto parce que les défis et les priorités pour Rodrigues demandent de plus en plus de moyens pour atteindre les objectifs et cela s'applique pour n'importe quel gouvernement qui aurait été là. *I am not making a plea for the MR government but for the rodriguans* "pour les rodriguais". La partisannerie est une bonne chose quand l'intérêt de Rodrigues prime mais pas pour l'avancement de soi en pénalisant les autres par des plans machiavéliques. *And finally direct the Procurement Board to give a special attention to their infrastructural projects in Rodrigues, to next time* le retard accumulé pour approuver les projets *caused* a gonflement de chiffres ce qui est néfaste pour Rodrigues dans la mise en place des projets de par sa spécificité et la distance qui sépare Maurice et Rodrigues. *Next, give a special stimulus package pour la relance des projets infrastructure à Rodrigues et de l'emploi.*

Mr. Chairperson, Sir, this budget presented by the Chief Commissionner est un plan de continuité, *a welfare continuity plan*, donc je trouve qu'il faut bien situer le budget par rapport aux précédents budgets et les objectifs du présent et de l'avenir. Mr. Chairperson, Sir, every party who rule the majority should continue to build the path towards the success of autonomy with some new parameters which will make the process of development in this new era of decentralization dynamic.

M. le Président, la mise en place des IROs, l'Integrated Regional Office est un exemple que je salue fortement. En marche de la décentralisation de

pouvoir ces IROs représentent un point clé dans l'autonomie de Rodrigues et de ces régions. Pour moi ils agiront comme des Citizens Advice Bureau bien institutionnalisé, la centralisation des services … a souvent été une barrière pour nos concitoyens qui sont polyvalent. Pour faire ces démarches, pour venir chercher un building permit par exemple, ils doivent prendre un casual ou laisser de coté ce qu'il avait à faire. Ces IROs est nouveau depuis 2002 et il représente un bouffée d'air frais pour nos concitoyens.

Mr. Chairperson, Sir, more rodriguans will be engaged and will get involved in the affairs of their country. As politicians the welfare of the citizens should remain our top priorities. Mr. Chairperson, Sir, mais quand même il faut rendre ces IROs opérationnelles avec plus d'efficacité et de sérieux basé sur la démocratie participative dans le but de générer des services optimum à la population.

Mr. Chairperson, Sir, I welcome investment in the primary and secondary sector but I am making a plea so that internet facilities be available dans tous les écoles pré-primaires, primaires et secondaires, pour tout le personnel enseignants et les élèves aussi. For me, any government should attach a lot of premium to the provision of quality learning environment infrastructure and I am pleased to note that following a PQ I have asked here the school environment of the pre-primary school of Citron Donis is being upgraded et *je fais un plaidoyer* for other pre-primary schools that are in need of renovation and upgrading of the environment which is conducive to good and proper learning. J'espère aussi que dans la construction et upgrading des écoles les provisions sont faites pour donner des facilités aux enfants handicapés.

Secondly, I welcome the possibility of training for secondary educators in the PGCE field, I am now making an appeal to the Commissioner to use his good office so that the educators who have reached Rodrigues after registration and who are working in the secondary schools in Rodrigues could have the opportunity to register themselves for the forthcoming course. Mr. Chairperson, Sir, moreover, being given that new subjects will be taught and certified in the secondary schools, next year like agriculture, 21st century science, marine biology, physical education, I suggest that the REDCO be given necessary means to cater for new employment in the secondary sector.

Mr. Chairperson, Sir, the problem of absenteeism should be taken into account, books are being given free to students and the rate of the absence for some students namely in the third term is alarming. I request that special provision be made in the recurrent budget for education to set up a carnet scolaire where everything will be written and children will be informed that absenteeism will be a negative factor for them and might have some negative influence in life after school.

Mr. Chairperson, Sir, with respect to agriculture being the principal mediator who have triggered for the free mechanization of land in Rodrigues, I suggest that mechanization of land be decentralized to the IROs and the agricultural station services and for this I welcome the creation of the post of Tractor Implement Operator. Mr. Chairperson, Sir, to increase the yield we just have to lower the cost of production. Concernant les éleveurs, M. le Président, le prix d'aliment pour bétail est trop élevé à Rodrigues. Un éleveur de porc, par exemple, doit à la limite nourrir 20 à 30 porcs pour en tirer profit de cette activité. Les éleveurs nourrissent à la perte. Cela s'applique aussi pour l'élevage de poulet, bœuf et cabris, *this is why*, Mr. Chairperson, Sir, je demande *that a special local subsidy be made out of the Food Security Fund for the animals feed in Rodrigues*. Les éleveurs se sente un peu perdu et il faut les encadrer. C'est pourquoi fabriquer les aliments ici à Rodrigues même sera une lueur d'espoir pour ces éleveurs mais quand même il faut penser aux matières premières.

Je pense que dans le secteur de la pèche il faut booster la pèche en dehors du lagon avec les plus gros bateaux et diviser les arêtes des poissons et les autres parties de poissons pour fabriquer ces éléments comme matières ajoutés à ces éléments.

Concernant l'emploi dans la fonction publique je regrette que le poste de Food Technician ne figure pas sur la liste. Food Technician est un atout pour le secteur d'agro-alimentaire, je regrette que le poste de Food Technician ne figure pas sur la liste de postes. Ce sera un outil chez ces gens la c'est important pour la mise en place des laboratoires qu'on vient de parler.

Mr. Chairperson, Sir, I will stop here. I will not go into lengthy criticism. Chacun a sa façon de voir les choses. I hope that the budget will be approved in totto and that same will be used as it is said for a prosperous Rodrigues en prenant en compte l'attente de tous les rodriguais, les producteurs, les jeunes, les femmes, les partenaires sociaux et les ONGs.

Merci, M. le Président.

Mr. D. L. Guillaume: Mr. Chairperson, Sir, before presenting my intervention, I would like to congratulate the Chief Commissioner for presenting this financial year to empower the Rodriguan people.

M. le Président, je suis très surpris aujourd'hui après avoir entendu l'intervention du Minority Leader sur le budget capitale. M. le Président, il a dit que le budget capitale est étendu à Rs 608 m quand le PBB est de Rs 310 m. M. le Président, soit disant il y a deux parties principaux qui luttent pour le bienêtre des rodriguais mais malheureusement, M. le Président aujourd'hui ce que j'ai

entendu c'est une honte pour Rodrigues, j'appelle ça anti-rodriguais, antipatriotisme et c'est une honte pour le pays, M. le Président.

M. le Président, nous dans la majorité, nous ferons de notre mieux pour le bienêtre de Rodrigues. Nous menons un combat mais lui il pense qu'aux malheurs des Rodriguais.

Mr. Chairperson, Sir, as we all know, l'Euro crisis is having effect in some countries. This regional government has the political will to combat this crisis situation during the financial year 2011. Mr. Chairperson, Sir, this budget focus on concrete actions *et cadre carrément avec la crise de l'Euro*. Mr. Chairperson, Sir, c'est un budget social, c'est un budget qui sauve et crée l'emploi. *Protect people*, pour une société plus juste et plus équitable.

M. le Président, le budget Mouvement Rodriguais est en train de s'innover année après année. M. le Président, c'est un budget qui s'oriente sur l'aspiration du peuple rodriguais. Mr. Chairperson, Sir, due consideration has been given to sectors which are the backbones of our economy such as tourism, agriculture, fisheries and so on because provisions have been made and concrete measures have been taken for the integrated socio-economic development for Rodrigues en integrant le people au développement de cette île. M. le Président, as the ex-OPR government has governed the island during many years with sometimes Rs 425 million and Rs 575 million yearly as capital budget, due consideration has not been given to the population and now they recognize themselves, *après avoir battues des élections consécutives*, they have now found themselves that their vision has been very poor, I can say *dilute* due to lack of vision and goodwill.

Mr. Chairperson, Sir, le peuple rodriguais sait comment juger un gouvernement, M. le Président. Nous tous savons dans cette Chambre que Monsieur Gopall à un degré en loi et de l'autre coté de la Chambre, dans la Minorité, il y en a qui en a mais malheureusement, M. le Président, une personne qui a un degré mais qui n'a pas de vision c'est malheureux, M. le Président, c'est très malheureux pour un pays et c'est très dangereux. Pourquoi, M. le Président, le cas de Port Sud Est. 25 ans OPR a été au pouvoir mais quand on réalise le cas de Port Sud Est, quand on regarde un petit peu en arrière pendant 25 ans, seulement un petit pont et un mémoire des pécheurs disparus ont été réalisé dans cet endroit, M. le Président. Soit disant le deuxième port de l'ile, M. le Président mais malheureusement rien n'a été fait dans ce sens pour développer ce village, M. le Président.

M. le Président, tout dernièrement l'ile Maurice a fêté le bicentenaire de Vieux Grand Port. Mais malheureusement, M. le Président, l'ile Maurice a connu un développement rapide pour le premier port de l'ile Maurice mais à Rodrigues à Port Sud Est rien n'a été fait par l'ancien régime. La passe y

existant depuis ma naissance est resté quasiment pareille jusqu'à maintenant, M. le Président. M. le Président à Vieux Grand Port pour le moment il y a toute une gamme de développement touristique avec des speedboats, glass bottom boats mais dans ce sens rien n'a été fait dans le village de Port Sud Est. M. le Président*, it's a shame for Rodrigues*, Mr. Chairperson, Sir, quand les touristes viennent à Rodrigues, leurs première visite après Port Mathurin c'est Port Sud Est. M. le Président, beaucoup de touristes qui visitent ces lieux posent des questions, est-ce que c'est un port ou un nid de roches mais heureusement M. le Président, le Commissaire responsable est en train de travailler sérieusement sur ce dossier, M. le Président.

During our mandate, Mr. Chairperson, Sir, employment has been our priority in every budget. Recrutement de 200 General Workers, Rodrigues Water Company - 66, Rod Clean - 85, Discovery Rodrigues, Rodrigues General Fishing Company Ltd, Rodrigues Housing and Property Company Ltd, et bientôt M. le Président, nos plages seront prises en charge par une compagnie car un travail est en train de se faire dans ce sens par le Commissaire concerné auprès de la Beach Authority de Maurice, M. le Président. M. le Président, je voudrais saluer ce travail colossal réalisé par ces compagnies, M. le Président, et *«bon travail bizin contigné!»* M. le Président, *this regional government* est en train de combattre la pauvreté. Apporter la relance en créant de l'emploi et préparer le future.

M. le Président, Rodrigues combattra cette crise de l'Euro avec *more training and more information*. Mr. Chairperson, Sir, dans ce budget il y a trois axes principaux *to save and create jobs*. P premièrement moderniser l'outil de production. Increase performance of our SMIs training and more information. Dans le discours budgétaire le Chef Commissaire a parlé de centre de jeunesse de Songes, M. le Président.

M. le Président, on a entendu l'augmentation possible de freight de marchandises par le bateau et aussi le Minority Leader a parlé de l'exode massif des rodriguais vers Maurice. M. le Président, dans les années 80, 90 à 2000, l'île Maurice a adopté un esprit d'entreprenariat dans le but de combattre le chômage chez les jeunes qui ont déjà complétés le Form V et Form VI et autres et une gamme de training, l'entreprenariat, business et attirer l'investissement étranger. Training sur l'entreprenariat était indispensable sur la production et manufacturier, M. le Président. A cette époque, M. le Président, on a parlé du boom économique de Maurice mais aujourd'hui il y a beaucoup de jeunes qui étudient à l'université de Maurice, il y a beaucoup d'étudiants au collège de Rodrigues qui se posent la question, ou était OPR à cette époque, M. le Président. Pendant ce temps là, M. le Président, le slogan à Maurice était *lose time, lose money*. Le *mind set* de nos jeunes n'ont pas pu changer vue une

manque de training, M. le Président. Malheureusement, M. le Président, Rodrigues a raté cette occasion due au manque de vision de l'OPR.

M. le Président, en parlant du centre de jeunesse de Songes, le IRO of Region No. 3 is laying emphasis on training, Mr. Chairperson, Sir. An incubation of unemployed youth for setting up of SMIs is our priority, Mr. Chairperson, Sir. Why this incubator, Mr. Chairperson, Sir, to promote modernizing, upgrade of technology, quality of consciousness, self-employed generation aspirant entrepreneurs, accelerate the development of new MSIs, integrate support by way of providing hand on training of working projects, to boost up development of SMIs in manufacturing sector. Mr. Chairperson, Sir, *these are projects for incubating programmes* dans le contexte de Rodrigues car Rodrigues importe tout fin et fourni.

M. le Président, four fill and chilling machines for granule et liquid projects. M. le Président, on peut aussi aller de l'avant à Rodrigues avec le toilet paper whole moulding project, automatic wire nail manufacturing projects, ice cones making projects, paper plate making projects, fashion, design, Mr. Chairperson, Sir. Rodrigues importe tout dans ce sens, Rodrigues fait tout dans ce sens, attende tout de l'extérieure, M. le Président. Mais heureusement avec le IRO Region No. 3, c'était notre priorité. Mr. Chairperson, Sir, pleasure boat, off-lagoon boat projects, we can, Mr. Chairperson, Sir. Four weeks training programmes shall be imparted to selected candidates to cover the following; entrepreneur skilled development, hand on practical training, support services to start business. Mr. Chairperson, Sir, monitoring and follow up will be carried out with two fortnightly interactions. Mr. Chairperson, Sir, rien n'est plus social que training et créer de l'emploi. Mr. Chairperson, Sir, as it is the 5th budget of the Movement Rodriguais government, off-lagoon fishery has been thought in a global manner as we have the political will to develop this sector. Firstly, Mr. Chairperson, Sir, six boats have been constructed by the RRA, additional FADs have been installed, training des pêcheurs par la FRTU, retraite des pêcheurs, training of skippers, beacon lights will be installed at Port Sud Est and St Francois, etc. Mr. Chairperson, Sir, integrated of off-lagoon fishery is our priority for this financial year.

Mr. Chairperson, Sir, as the vision of OPR has been very poor; nothing has been done at the level of dredging channels and passes. Mr. Chairperson, Sir, as the dredging of channels of Baie aux Huitres marina is ongoing, the former executive council and the two elected members of this local region ont accueillis le premier voilier avec pétarade, M. le president. Mr. Chairperson, Sir, this is a caring government as funds has been allocated for dredging other channels in the north of the island, Mr. Chairperson, Sir, an EIA has been done for dredging *Ti la Passe* to Fond Grand Bois, Port Sud Est passes to Port Sud

Est coast in view to open tourists' activities in the island of Gombrani, Plate and Chat.

Mr. Chairperson, Sir, *the development of the SEMPA and open these islets to tourists commercial activities*, c'est un développement qui se fait en amont et en avale. M. le Président, je voudrais parler de Blue Bay Marine Park, le Blue Bay Marine Park accueille environ 300 visiteurs par jours, beaucoup de propriétaire de bateaux plaisant, beaucoup de propriétaires des operateurs touristiques, des gens qui gagne leurs vies dans ces lieux, M. le Président. M. le Président, à l'époque de l'ancien régime quand les touristes visitaient Rodrigues, les touristes visitaient seulement caverne patate, ile aux cocos, trou d'argent et les tortues et puis *retourne la case*, M. le Président. C'est tout qu'un touriste peut visiter à Rodrigues, M. le Président. C'est une honte, M. le Président! C'est une honte si notre industrie touristique a connue un déclin à cette époque, M. le Président parce que vue cette manque de vision, cette manque de maturité politique et ceci rejoint à ce qu'a dit le Minority Leader sur l'exode de Maurice, M. le Président. M. le Président, ouvrir les îles du sud, Ile Gombrani, Ile au Chat, Ile Plate, M. le Président. Je voudrais parler de l'Ile aux Cerfs, Ile aux Cerfs, M. le Président, *«chanteur séga gagne la vie, marchand gâteaux gagne la vie, propriétaire bateaux gagne la vie, M. le Président»*. Mais toutes ces iles du sud, M. le Président, on était quasiment resté bloquer, quasiment abandonnés, M. le Président. M. le Président, je crois que certains dans la majorité essaient de comprendre leurs erreurs, M. le Président, car ces iles pourraient créer beaucoup d'emplois et d'activités touristiques et ce créé plusieurs emplois dans cette localité et dans cette région où beaucoup de familles pourront gagner leurs vies, M. le Président.

M. le Président, avec le SEMPA, M. le Président, il y a des jeunes rodriguais qui ont obtenus un emploi comme Rangers, M. le Président. Mr. Chairperson, Sir, vue l'absence de vision de cette équipe OPR, vue la manque de maturité politique, M. le Président, je voudrais annoncer en quatre ans, 2006 à 2010, ce parti a déchiré en trois, M. le Président. Regardez, M. le Président, il y en a ici, il y en a la bas, il y en a de l'autre coté, M. le Président. Quelle équipe, M. le Président! Quelle équipe! It's a shame, Mr. Chairperson, Sir!

Mr. Chairperson: No, you can't say this.

Mr. D. L. Guillaume: Mr. Chairperson, Sir, agriculture, a new central market, construction of a slaughter house, Food Security Fund, cloture des terrains agricoles, villages d'oignons, haricot, ti piments, mais et bientôt, M. le president, avec le IRO, Region No. 3, *"nou pe alle de l'avant avec le integrated dairy farm"*. Integrated dairy farms, M. le Président car les produits laitiers, M. le Président, aujourd'hui l'ile Rodrigues importe Surlait, Rodrigues importe Dahi, Rodrigues importe tout, M. le Président. C'est une mentalité qui est

adoptée par l'ancien régime, M. le Président. Rodrigues importe tout les produits laitiers, M. le Président. Avec la mise en place de ce dairy farm, M. le Président, ces gens la aussi pourraient transformer, M. le Président, ces produits, M. le Président et vendre sur le marché local. Ils pourront gagner leurs vies, M. le Président.

M. le Président, je voudrais parler de l'agriculture de l'ancien régime. A cette époque tôt le matin à la radio, on entend plante ti-piments, M. le Président, avec le slogan *«ou lé ou pa lé, mange céki moris produire»*. Ce n'est pas bon du tout, M. le Président. Et puis vous avez Mme. Pierre Louis qui vient critiquer quand c'est maintenant, M. le Président, que notre agriculture est en train d'arriver au niveau du 21eme siècle, M. le Président. Je voudrais remercier le Commissaire Perrine, autant des agriculteurs avancés avec des produits, des tonnes de maïs, 800 tonnes d'oignons pour cette année, M. le Président. Et il pense augmenter encore, M. le Président. M. le Président, tout cela aurait du être fait dans le passé mais malheureusement une manque de transparence a du causer beaucoup de mal au peuple.

Mr. Chairperson, Sir, action is being taken with a mixed positive measures in this financial year, water for irrigation, land free mechanization, support to increase new crops, baisse du cout de production. M. le Président, je voudrais faire un appel au peuple rodriguais pour la solidarité, le patriotisme et travaille *«la main dans la main»*, M. le Président.

M. le Président, le gouvernement MR est en train d'assurer une meilleure infrastructure de demain et *during this mandate, Mr. Chairperson, Sir, as a back bencher of Mouvement Rodriguais Party, I am proud. Why, Mr. Chairperson, Sir? Because* l'ancien régime n'a connue ni crise économique, ni crise financier, ni crise de l'Euro mais rien n'a été fait, M. le Président mais nous avec le peu d'argent, nous avons traversé toutes ces crises, M. le Président. Avec ce peu d'argent, nous avons réalisé quelque chose de mieux, M. le Président, quelque chose de bon pour le pays, M. le Président.

M. le Président, je voudrais commencer sur l'éducation. Je crois que Mme. Pierre-Louis oublie très vite, M. le Président. Pendant notre mandat, pendant seulement quatre ans qu'on est la, les livres sont gratuits pour les étudiants secondaires, M. le Président. On a aussi l'éducation gratuite pour les élèves maternelles, les enfants des trois ans à quatre ans, M. le Président. On a aussi Rs 3000, Madame a parlé la dessus tout a l'heure là. Ici notre gouvernement a donné Rs 3000 mais vous vous avez donné zéro, zéro, M. le Président, vous avez parlé la dessus. Les bourses, M. le Président, ont augmenté.

M. le Président, je voudrais venir sur les nouvelles routes qui sont construite dans la région pour qui je travaille, M. le Président. Pendant ce

mandat, M. le Président, on la route de Citron Donis, Port Sud Est/Mourouk, Malabar à Coopérative. M. le Président, 1400 mètres de track roads ont déjà été construits, 1300 mètres ongoing by Allied Builders dans la région 3, M. le Président. Construction de terrain, Songes, leveling de terrain Gros Roche, construction des toilettes, éclairages des routes et des terrains de jeux, Songes Desalination plant, rénovation du réservoir Eau Claire, Mourouk Jardin Botanique, Abris bus, Self Help Low Cost Housing, M. le Président.

M. le Président, l'emploi dans la région, general workers, Rod Clean, Rodrigues Water Company, Rangers. M. le Président, service mécanisation, broyeurs gratuit, remplacement des tuyaux et pour cette année financière, M. le Président, le centre communautaire de Parc Tortue, l'asphaltage la route Port Sud Est/St. Gabriel et le finance du IRO. Pour tout ces réalisations, M. le Président, je voudrais saluer tous les collègues du Mouvement Rodriguais Party, nous avons travaillé de toutes nos forces et *«bon travay bizin contigné»* parce que notre force pour combattre ce bon travail c'est l'unité, solidarité et la fraternité. Dans ce contexte, M. le Président, le peuple de Rodrigues est en train de se mobiliser pour accorder un deuxième mandat au gouvernement MR pour gouverner le pays *for setting the path 2011/2016 and with these words, Mr. Chairperson, Sir, I thank you*.

M. L. P. François: M. le Président, je ne voudrais pas répliquer au Membre Guillaume à ce qu'il a dit c'est son droit. Ils aiment répéter que 25 ans au pouvoir OPR a été au pouvoir et que rien n'a été fait mais ils oublient très vite que les Honorables Lesjongard, Putten, Late James Burty David, Aimée et même le actuel Prime Minister has been Minister for Rodrigues. Ce que je voudrais faire ressortir aussi, M. le Président, c'est que l'autonomie a été obtenue en 2002, nous avons un bilan de trois ans et demi, le MR a un bilan de quatre ans, donc on peut dire que nous jouons le match presque sur le même pied d'égalité *so I'd like to invite them to fight the battle*.

Mr. Chairperson, Sir, however if I have to comment on the budget estimates and proposals, first, I have to say that it is with a deep sense of duty towards the Rodriguan population and the people who have elected me as a Member for this House that I have the honor to comment on the budget proposals for fiscal year 2011.

First it is parliamentary practice to congratulate the Chief Commissioner for the budget and same goes to all officers who have been involved in the preparation of this document. When I look at the theme of this budget, "on path of the decade 2010 to 2020, Empowering the local Regions", I see a similarity with the first draft estimates presented in this House in 2003 with the theme, "Empower the population as a tool to combat unemployment and poverty".

M. le Président, beaucoup a été dit sur les IROs, moi aussi je voudrais apporter ma contribution. I should not say that the concept of Integrated Regional Office is new; for the construction of an administrative block at La Ferme was done to serve that purpose. Of course, its function is different from what is being proposed today. So there would have been a few like this in different regions of Rodrigues where government and non government services are decentralized. What is the difference between an IRO and the administrative block like the one which is found at La Ferme in terms of decentralized services? There is none. The difference is in a name.

Mr. Chairperson, Sir, if I have to comment on the Budget Estimates and Proposals 2011 which is very poor in proposals and firm actions in order to eradicate poverty and create employment in the island, the disappointment in the population especially those who are still looking for a job or to secure their jobs. The major problem of the island actually is unemployment. This can't be denied. What is being done or what this regional government intends to do for job creation in the island, nearly nothing has been mentioned in this budget. The long list mentioned in the budget speech are posts to be filled with persons already in the service that is, promotion.

Nowadays everybody knows that unemployment is one of the main problems causing a lot of misery to our population. Is this regional government aware that the two vessels deserving Rodrigues and Mauritius are already half-full for the month of December 2010 and January 2011 with mostly people leaving the island for Mauritius to look for a job? This is not a new situation of course, but what is being done by this regional government to reverse the situation since they are in power. Mr. Chairperson, Sir, it is unfortunate to say, I see 2011 as the great exodus of the rodriguans towards Mauritius. In their manifesto, it is mentioned that the objective of the strategy for economic independence is to improve the quality of life and standard of living of people where the regional government will lay much emphasis on improving and fostering job creation by all means. I wonder whether this regional government was really honest in what they have put in their manifesto or just mere words. How do you explain that to get a job is getting as scarce as getting water in this country? Since this new regional government is in power what did we witness in Rodrigues in terms of political targeting, in terms of getting a little job here, a placement there, a small contract, a permit if you are seen as politically correct.

Mr. Chairperson, Sir, why is it that this regional government after four years in power has not been able to reverse the course of history by decreasing the rate of unemployment and stop the migration of our youth and middle-aged to Mauritius to earn a living. Is this not due partly because the result of economic mismanagement and the lack of vision on the part of all those who have in their hands the public affairs since 2006. Mr. Chairperson, Sir, job

creation will not boost up if money does not circulate enough. And this is the case actually. It has been observed that all the small government projects are being executed by the same handful of small contractors where the public funds are being circulated among the same persons. With a view of addressing the issue of unemployment last year it has been announced that unemployment facilitation programmes will be implemented this year. Both the objectives to empower job seekers registered at the employment office in terms of training and cash incentives and to encourage them to set-up their own enterprises, I should like to know whether this employment facilitation programme has already been set-up and how many job seekers have been able to set-up their enterprises through this programme, or whether this was just mere words.

Today the level of employment in our country is still high taking into consideration all those who have left for Mauritius to seek a job there. And this is really an alarming situation and before such situation the most urgent responsibility of this regional government is indeed to create an enabling environment for those who are outside the main stream of development and the emerging private sector to engage in a wider range of entrepreneurial activities for example, through the Empowerment Programme, the DBM, or other institutions. Micro credits scheme should be proposed as an open door to all those who are unemployed to enable them to earn dignity and a decent living for their family as this seem to me the best and the more likely situation to the problem of poverty, unemployment in Rodrigues.

Mr. Chairperson, Sir, now I would like to come to the fisheries sector which has known a lot of difficulties during the past few years and which is not yet out of this crisis situation with the depletion of the lagoon thus resulting in poor catches then causing a deficiency in local supplies. Octopus fishing particularly is being threatened. A study by the Fisheries Research Unit has revealed that at this trend, if nothing is done to reverse the situation, octopus will become endemic by 2014. I have understood that assistance has been sought and obtained from the Marine and Agricultural Resources Support Programme for the preparation of a master plan for octopus fishing in Rodrigues but as from now I wonder what has been done or what is being done to preserve and save this sector as time is running fast and 2014 is not so far. Mr. Chairperson, Sir, again in the fisheries sector although reconversion schemes have been introduced for those fishers who wish to stop their sea going activities and develop another land based occupation as announced in the regional government programme 2006/2011 towards economic independence in order to remove pressure on the lagoon and at the same time provide other sustainable alternatives to the fishermen families, I am still wondering whether the targeted objective of this action has been reached for those fishermen who are still doing their sea-going activities, are still complaining of the very poor

daily catch of fish or octopus. And sometimes they are comprised to do illegal fishing or to catch very small octopus in order to earn a living.

Mr. Chairperson, Sir, as regards to our lagoon resources, I wish to pledge for a more active conservation as they represent the sources of food for future generation. No effort shall be spared to fight illegal fishing practices and the Fisheries Protection Services is not doing their job for what we have seen a few weeks back was a shame for the country ….. enforce the protection services in the lagoon. As regards the development of outer lagoon fishing, Mr. Chairperson, Sir, which will help to alleviate the excess of pressure in the lagoon, some actions were initiated as far back as 2004 where issuing fishing cards for in lagoon fishing were stopped and only outer lagoon fishing cards were issued to qualified fishermen. I can say that this regional government has taken a few good steps with the training of follow-up of off-lagoon fishermen before issuing them a professional off-lagoon fisherman card.

As regards the five fishing boats of length 45 metres for five fishing cooperatives for demersal fishing mentioned in the budget speech, in fact, Mr. Chairperson, Sir, this project was initiated as far back as 2004, under the rural diversification programme and would have been financed by the IFAD and the then regional government would have renovated the Maison des Pecheurs at Pointe Monier and put it at the disposal of the five fishing cooperatives. In fact, when this regional government came in power, what they did, the Rodrigues Fishing Company fully owned by the RRA was created and the Maison des Pecheurs was renovated for this company. And at the same time, they wanted to have their five fishing boats just as the five fishing cooperatives for the Company and the Central Government refused that the five boats just as the five cooperatives be included in the Rodrigues General Fishing Company. Mr. Chairperson, Sir, as this has been rightly mentioned in the budget speech, the end date for the closure of this project is 31st December 2010, they have backpedalled on this issue or otherwise Rodrigues would have lost this golden opportunity. In fact the five cooperatives were already set up since 2005 and fisherwomen were also included among m embers of each cooperative. I don't know whether the dossier is still with the IFAD or elsewhere but this is the truth about this project.

Mr. Chairperson, Sir, now I would like to come to Arts and Culture. Mr. Chairperson, Sir, history is a part of who we are, who we were and who we will be, for we must identify, list, preserve and protect for our future generations the historical and cultural sites, monuments that are an essential component of our national heritage. Unfortunately, many of our national and cultural monuments, places, sites are in an abandoned state due to insufficient investment in the maintenance and use. Rodrigues has a rich cultural heritage and it is our due to preserve and promote it further. The construction of a regional, cultural and

leisure centre at Mont Plaisir was a major decision taken by the OPR government in 2004 but unfortunately this present regional government is not making optimum use of this tool. Probably because they don't value it as an artistic jewel or the cathedral is found in a so desertic place that people are not willing to go there. What has been organized by this Commission for Arts and Culture during this financial year to promote Arts and Culture, only a few competitions on drama, photo and a musical and dance show, that's all! Un bilan très maigre pour un bâtiment de cette envergure.

As regards the commemoration of the Abolition of Slavery at L'Union, Lieu de Memoire, this is another sad episode of our rich cultural heritage. The place has not been given its due respect and value by this regional government. Mr. Chairperson, Sir, during financial year 2004/2005, the former regional government decided to restore and upgrade one of our most important historical landmark, that is, Tombeau Maragon at L'Union. A plan was designed for the whole area, money was budgeted and work started as Phase I. The place had undergone restoration work and the surrounding area developed as a tourist attraction and a memorial to slavery was built. During Financial year 2005/2006, money was again budgeted to complete the work projected for that whole area, that is, the construction of a cafeteria, a museum on slavery and the removal of the small building which is used as community centre within the fenced area and the reconstruction of a new building outside the fenced area to be used as Community Centre and Information Centre for visitors. Unfortunately, there has been a change in government in 2006 and the latter did not go ahead with the project. Up to now nothing has been done at this place apart from every 1st February on the occasion of the commemoration of the of slavery the place is cleaned once, a ceremony is organized by the Commission for Arts and Culture and then bye bye!

Mr. Chairperson, Sir, what is being mentioned in this budget for Tombeau Maragon Project, I have heard nothing apart a Community Centre which will be constructed at L'Union probably to replace the small one which is found within the fenced area but this project will be under the Community Development. This whole area has not been given its due consideration by this regional government.

Mr. Chairperson, Sir, another issue that I want to raise up is the financial assistance under the artists' assistance scheme which artists benefitted for their promotion in various fields such as CD, films, painting exhibitions and artworks. I have known many artists who have abandoned their projects because of the difficulties they encountered to get this assistance, in order to start their projects for they have not been seen as politically correct. Since 2007, we have been told in this house that preliminary design and consultancy are being carried out for the setting up of a museum complex, comprising of an

archives unit to preserve the cultural and national heritage of Rodrigues. Nothing has been mentioned in that budget for that purpose. This is unfortunate for future generations. Rodrigues' history and culture would have been preserved through written archival documents and I have understood that the Commission is coming forward with the introduction of history of Rodrigues in our schools. And this is a paradox. Introducing our history in schools and yet not giving due consideration for the setting up of a museum and archives complex to safeguard, protect, preserve and collect data and archival documents on Rodriguan history and culture. This would have been a centre of learning and research for students and the public at large. Mr. Chairperson, Sir, an inclusive society is also an opportunities for anyone to develop their artistic talents. Art can change the world and our lives. It promotes social inclusion and celebrate cultural identity. The proposition to setup a branch of conservatoire de Musique in Rodrigues is already found in the Mont Plaisir Regional, Cultural and Leisure Centre Management Programme. The Centre was built for that purpose also, Mr. Chairperson, Sir. While this regional government has taken so much time to discover its activity. The cultural animators who were recruited to teach music amongst others in our schools, are they still doing their jobs? Or have they become obsolete? Dans leur manifesto, je cite, M. le Président, *«nous donnerons à l'Art, la place qui lui revient. Un centre de lecture et d'animation culturel verra le jour à La Ferme. L'histoire de Rodrigues n'est pas suffisamment connue, un musée retraçant l'histoire de Rodrigues sera crée…» - mais pas ine dire quand exactement.*

Mr. Chairperson, Sir, now I will come to another issue raised in the budget that is the social housing. In their manifesto, I quote "towards economic independence 2006/2011 emphasis will also be laid on the conciliation of improvement of the neediest persons of the society, as announced we will built 1000 low cost housing units over the next five years". And further in their manifesto it is mentioned under the item housing development, it has been announced that 1000 low cost Self-Helped Housing Unit will be realized over our mandate, an agency for Housing Development for the neediest will be created," end quote. Yes, they have just created the Housing Development and Property Company and the construction of 100 housing units has been announced for the next financial year under the build and rent concept. But not on Self-Help project. They have targeted 25 units for this financial year 2010, which I have understood will not be done. If however they realize that 100 housing units out of 1000 of their mandate as this is their last budget this will be a big challenge, Mr. Commissioner for Housing. *"sa pou nous ça, pa perdi ou letemps, nou program sa»*. Mr. Chairperson, Sir, I wonder whether this government, this governing body really intends to create better conditions for their social advancement, of all segments of our society specially those neediest persons as it has been mentioned in their program 2006/2011. Let me point out

some historical facts, Mr. Chairperson, Sir, attention to the Commissioner, in the case of housing projects in Rodrigues. In 2004, 83 housing units were built in Rodrigues on the concept of the NHDC in Mauritius. And in 2006, we initiated a new housing unit in Rodrigues under item housing and rehabilitation programme for some 100 beneficiaries who catered for donation of materials to the low income groups of our society, beneficiaries of social aids and other vulnerable groups. This regional government started the project when they came in power in 2006 and 163 families obtained building materials under this programme and as at date I wonder whether a single unit under this housing programme has been completed. None, I know none. Even many of these housing are being occupied by their owners a piece or cart board or a piece of iron sheet is being used as door or window and plastering work is not done yet.

Mr. Chairperson, Sir, as it was mentioned in the last year's budget speech, they have confessed that this programme has to be revisited and I wonder whether they were really sincere in what they said for as I have mentioned it earlier not a single housing unit is really completed and the reason for this is stated in the Public Account Committee's report of 13th September 2010. I quote, "there is a lack of back-up to monitor and help beneficiaries in the completion of this scheme by the Commission responsible for this project". And as regards the Elderly Scheme which provides for the building materials for donation to the Senior Citizens to repair their houses, in line with the policy of the RRA to see that our elders possess a decent household living, it is to be noted that the same situation is being repeated year after year. Since this regional government is in power materials delivered are always either insufficient or not appropriate. In many cases those who really deserve this help have never been surveyed, again this situation has to be remedied.

Mr. Chairperson, Sir, if I have to comment on infrastructural development in Local Region No. 4, where I have been elected there is again despair for those living in the villages of Mt Fanal, Mt. Charlot, Soupirs and Le Chou because the upgrading of the road segment from Camp du Roi near "le Bon Marché shop" Via these villages, up to junction of Le Chou opposite the IVTB is not even mentioned in the fiscal year 2011 as well as the completion of the Mt. Charlot Community School. Mr. Chairperson, Sir, here I wish to make a strong request to the Commissioner responsible for Education to see that Mt. Charlot Community School the work is being done as soon as possible, I don't know where you have to seek funds but I have seen nothing in the budget for Mt. Charlot Community School. Si c'est un oubli, je comprends, on peut y remédier mais si c'est intentionnelle de ne pas aller de l'avant avec l'école communautaire de Mont Charlot, c'est un crime envers ces habitants. Si on s'est trompé, je comprends. *«Li dire line trompé, mais enfin, espéré qui zot pou remédier à ça»*.

As well as the Mt. Charlot Community School, the Mt. Charlot Community Centre which was demolished and reconstructed prior to the Mt. Charlot Community School project in order to have enough space for that project which was mentioned in last year's budget speech has been again mentioned in this year's budget speech for financial year 2011. Mr. Chairperson, Sir, two community centres have been mentioned for fiscal year 2011, one at L'Union and the other one at Baie Malgache which will be most welcome in local region number four. But again Mr. Chairperson, Sir, I make a strong pledge to the Commissioner responsible for Community Development, a community centre has been constructed at Oyster Bay, alors je demanderai au Commissaire de veiller à ce que les autres centre communautaires qu'on va construire à Baie Malgache et à l'Union ne sont pas fait de ce même modèle. Qu'est ce qu'on a fait à Baie aux Huitres, on a fait un bâtiment plat, carré une porte au milieu, deux fenêtres chaque coté, dans le langage populaire on appelle sa, *«enn la case enn néné, dé lizié»*. Cela se passe quand on demande à un enfant en primaire de dessiner une maison. Il fait un rectangle, il met une porte au milieu, les deux fenêtres un petit peu en haut, on appelle sa, *«enn la case enn néné, dé lizié»*. C'est ça qu'on a fait à Baie aux Huitres, un bâtiment pour un centre communautaire, la face de devant avec une porte au milieu et deux fenêtres chaque coté. De grâce je demanderai au Commissaire de veiller a ce que le centre de l'Union ou de Baie Malgache ne soit pas de ce modèle, si vous voulez choisir un joli modèle, je propose à Petite Butte il y a un très jolie modèle ou bien à Jardin Mamzelle, il y a un joli modèle ou bien on peut améliorer mais pas un bâtiment «enn néné, dé lizié». C'est ça qu'on dit dans le publique à Baie aux Huitres s'il vous plait *«ine donne nous enn centre enn néné, dé lizié»*.

By the way I should like to ask the Commissioner for Education and Training, I don't understand why the other Commissioners' budgets have increased, 50% increase and why the budget for Education and Training has remained the same. Rs 49.5 million for 2010, Rs 49.5 million for 2011, comme-ci on a fait une photocopie et il n'y a rien au projet pour l'éducation et la formation qui est la base même de tous développements.

Merci M. le Président, merci tout le monde.

The Commissioner for Public Infrastructure (Mr. F. A. Grandcourt): M. le Président, comme tous les autres Membres laissez-moi féliciter, apporter mon soutien au Chef Commissaire pour ce budget. Je suis très content que le Membre Philippe François, que l'ancien gouvernement régional OPR et le gouvernement régional MR, on est comparable. Et c'est ce que je vais faire.

M. le Président, ce budget a été présenté dans la simplicité, c'est un budget de bilan, d'orientation et je suis très content que le Membre, M. Spéville

a bien compris. C'est la continuité, il faut voir l'ensemble du budget qu'on a présenté ici et voir dans quelle direction on va. C'est un budget pour tous les rodriguais, prenant en compte le développement durable, prenant en compte le rapport SIDPR et en même temps comme on a pu le faire, présenter le tout de ce projet d'aménagement du territoire. Et tout cela, M. le Président, c'est pour construire une ile Rodrigues forte. Mais une chose, M. le Président, d'ailleurs j'avais dis ça dans cette Chambre l'année dernière, la semaine dernière plutôt, depuis 15 ans j'ai entendu quelqu'un parler de l'aménagement du territoire et j'aurai jamais imaginé, M. le Président, qu'un jour il y aura quelqu'un d'autre, c'est-à-dire Johnson Roussety qui allait me remettre officiellement à l'administration le plan d'aménagement du territoire. Soit la personne ne savait pas de quoi il parlait, soit la personne ne savait même pas ce que c'est un plan d'aménagement du territoire. Il a berné un peuple tout en parlant de l'aménagement du territoire mais ne pouvant rien faire. Il y a eu ce plan, soit disant un plan urbaniste à La Ferme, qu'on a fait en 2004, il a montré quelque chose je ne sais pas ce qu'il y a dedans en 2004, en 2004, ils sont parti en 2006. Pourquoi ne pas avoir implémenté ça depuis *at least* 2005, M. le Président, rien n'a été fait et aujourd'hui venir nous dire que nous ici, on a copié le plan de l'OPR, ici la bas.

M. le Président, le budget de la Commission est passé de 2008/2009 de Rs 73 million à Rs 169 million en 2010 et à Rs 305 million cette année-ci qui représente un hausse de 180% dans ce prochain budget. M. le Président nous sommes dans la Commission, en train de travailler, il y a des gens qui travaillent, il y a des gens qui donnent tout pour pouvoir faire des projets et n'oubliez pas M. le Président, notre recurrent budget comparé à notre budget capitale et bien inferieure à notre budget capitale. Donc le PBB, M. le Président, pour notre Commission concerne l'implémentation des routes, la maintenance des véhicules, la construction et la réhabilitation des routes, le land transport, l'environnement, les infrastructures dans les villages, le sociale housing et le parc marin. M. le Président, le Minority Leader avait fait mention ce matin je cite *«le budget ne répond pas au retard que Rodrigues a accumulé»*, fin de citation. Qu'est ce que ça veut dire, M. le Président? En disant cela il a confirmé que Rodrigues a accumulé du retard et qui c'est qui était là, c'est lui-même. Donc sa c'est un *own-goal*, il faut bien faire attention, je ne sais pas si c'est l'âge mais des fois on a tendance à dire n'importe quoi, parfois même à s'autocritiquer.

M. le Président, je vais commencer avec le Social Housing. Je vais prendre un peu de temps la dessus parce que le Membre Philippe a parlé de Housing. M. le Président, c'est vrai il y avait eu 83 Padco-type NHDC type housing unit qu'on avait construit dans le passé, sous le régime de l'OPR. Mais qu'est-ce qui c'est passé, M. le Président? En arrivant au pouvoir en 2006 pas une seule clé n'a été remise aux bénéficiaires, la liste des bénéficiaires n'était

même pas encore finaliser. Qu'est ce que nous avons fait, nous somme venus, nous avons pris cette liste, on s'est dit, ok, telle personne, telle personne, j'ai emmené ça au Conseil, telles personnes sont méritant, on leur donne leur clés. 83 maisons un peu partout et il y a quelqu'un qui a dit on garde ça pour les élections, *«sa enn la clé sa, nous pé garde sa pou élections»*. Et qu'est-ce qui c'est passé, c'est le gouvernement MR qui est venu donner ça à ces personnes. Pour vous dire, M. le Président, on a parlé de la pauvreté, on a parlé de beaucoup de choses mais eux qu'est-ce qu'ils ont fait, ils ont mis une carotte devant et les gens étaient derrière. Mais heureusement, M. le Président, le peuple n'a jamais tort pendant les élections, heureusement que vous êtes de l'autre coté de cette Chambre et nous sommes très content.

M. le Président, concernant les Low Cost le Membre Philippe s'est trompé, il a parlé de 100 mais au faite il n'y avait que 65. On avait donné le contrat à quelqu'un et quand moi je suis venu le quelqu'un était parti, il n'avait pas fini les travaux et seulement 4 dans le rapport de l'audit 2005, out of 65 seulement 4 maisons ont été presque, pas compléter complètement, mais presque compléter, et nous nous sommes venus et nous avons fait bouger les choses. En parlant des Low Cost Housing et des Self-Help, c'est nous qui avons introduit ça. Nous avons donné à 163 personnes des matériaux de construction, ils sont suivis par les gens de la Commission, par les Techniciens, les Inspecteurs et Assistant Inspecteurs, et ce qu'on a fait la valeur du jour, 83% des maisons ont été compléter. Ok? Et s'il vous plait, M. le Président, pas n'importe quelle porte, nous avons donné la porte aluminium comparé à l'époque de l'OPR pour les Trust Fund Houses, on donnait une porte, lorsque vous entrez à l'intérieure, je ne sais pas ce qu'on fait, à l'intérieure il y a un *«target»*, on appelle ça en créole, dehors *«calle ek roche»*, c'est ça la vision de l'OPR. Allez à Quatre Vents vous allez voir, ce qui marche beaucoup la, allez à Quatre Vents vous allez voir une maison, *«en dans fermé, dehors bizin calle ek roche»*. Ils parlent de *«enn néné, dé lizié»*? Allez voir *«endans fermé, dehors bizin calle ek roche»*.

M. le Président, nous avons donné, oublions les 83 housing units, nous avons donné 163 plus pour les plus démunis, les personnes âgées, la valeur du jour il y a plus de 600 familles que nous avons donné des matériaux de construction, c'est-à-dire tôle, du bois, tringle. Bien sûr ces personnes-là ils doivent ajouter un peu de matériaux, c'est-à-dire un peu de sable, un peu de ciment, ils ont aussi à contribuer à leur propre bienêtre. Il y a plus de 688 personnes qui ont bénéficié de ce scheme depuis 2006, et ce scheme n'existait pas avant, on a juste mentionné mais il n'y avait pas de matériaux, il n'y avait rien. C'est nous qui sommes venu et on a acheté les matériaux et maintenant on est à 106, 688 plus 163, faites votre calcul, nous sommes à la fin de notre mandat et vous allez voir. M. le Président, on donne Rs 1500 pour les Low Cost

pour ceux qui veulent couler leur dalle, on leur donne une contribution de Rs 1500 pour ceux qui sont intéressé.

M. le Président, pourquoi est-ce qu'on n'a pas parlé de l'argent dalle? Personne n'a mentionné l'argent dalle, pourquoi? Pourquoi ils viennent dire des choses sur l'éducation, et autres pourquoi vous n'avez pas parlé de l'argent dalle? Laissez moi vous dire, M. le Président, valeur du jour pour une valeur de Rs 30.8 million nous avons pu aider 841 familles contre à l'époque de l'OPR 600 familles, 4 ans pour 4 ans ou bien 3 ans et demi pour 3 ans et demi, *«600 pou alle 841, enn hausse de 35%»*. Qu'est-ce qu'on a fait, M. le Président, moi quand je suis venu au bureau j'ai dit, écoutez il faut aider ces gens, on a fait un fast track, j'ai parlé à la NHDC, heureusement comme certain qui parle comme on dit à Rodrigues *«cause gros la voix»* en arrivant à Maurice cause comment *«laisse mo pas dire»*. On leur a parlé, on leur a expliqué notre problème et ils ont entendu, et le résultat, M. le Président, c'est la. Allez dire, allez dire aux gens tout ça, pourquoi vous n'allez pas dire aux gens tout ça?! Housing, Casting of slabs, tout dépend, M. le Président.

Allons voir maintenant le *Built and Rent Scheme*, c'est vrai que lorsqu'on donne les matériaux aux bénéficiaires, on leurs dit de construire leur maisons, ils prennent du temps. Ils prennent beaucoup de temps dépendant leur moyens, on a changé le *scheme*, nous avons discuté tous ensemble avec tous les Commissaires au Conseil Exécutif, on est venu avec le *Built and Rent Scheme*, on a premièrement mis en place le RHPDC, le Rodrigues Housing Property Development Company Ltd. qui a été approuver le 06 aout 2010 et on a approuvé ce *Build and Rent Scheme*. Qu'est-ce qui c'est passé? Vous savez, M. le Président, si quelqu'un gagne par exemple Rs 5000 mensuellement, cette personne la, cette famille, de préférence en couple ne pourra jamais avoir un prêt à la banque, c'est impossible, ce qu'on fait, nous avons mis l'argent, cet argent va être gérer par le Rodrigues Housing Property Development Company et bien sûr on va aller construire ces maisons sur les baux, ceux qui ont des bails, on va construire leur maisons, pas type *«enn néné dé lizié»*, on va arranger une maison pour eux, les aider. Il y a certains qui auront des *grants* allant jusqu'à 50%, il y a certains, peut être ceux qui bénéficient du social aid, ils vont peut être avoir, on a presque finalisé, ils vont peut être payé seulement le cout de la construction de leur maison. Tout ça c'est pour aider les rodriguais, on a commencé une centaine cette année-ci et l'année prochaine on va continuer à construire ces maisons. Qu'est ce l'OPR a fait? Qu'est ce que vous avez fait? Vous avec bénéficié d'un peu d'argent de la NHDC et vous qu'est-ce que vous avez fait? Vous avez pris gout à retourner de l'argent à Maurice au lieu d'investir dans les programmes pour aider les jeunes. Mais en même temps, M. le Président, la *case cité*, on allait couler la dalle sur quelques cités mais on a discuté avec ces gens là et on s'est dit, ok on va voir comment peut être démolir la maison et donc c'est avec ce scheme qu'on va aider ces personnes.

M. le Président concernant le marché de Port Mathurin, ce marché de Port Mathurin sa va être un joyau dans le paysage de Port Mathurin et qu'est ce qu'ils ont à dire, M. le Président? Le *market* est mal situé. C'est tout ce qu'ils ont à dire. Où est ce qu'on devrait mettre ce marché, là bas, *«kot bonhomme Lerasse la bas où il y a personne»?* Allez, M. le Président, allez visiter le soi disant marché de Port Mathurin que l'OPR a construit, allez voir. Mais la bas ça va être autre chose, un autre concept, ça va être comme vous avez dit *«enn zoli ti kitchose»*, avec de l'architecture créole et ça va être aussi un point culturel, ou des fois si jamais il y a des animations, on peut le faire la bas. Donc *all in one*. En basant aussi, M. le Président, sur le concept de développement durable, très important, dans tous ce que nous faisons à Rodrigues, dans les grand bâtiments que nous faisons à Rodrigues, il faut intégrer ce concept de développement durable. Pas mal d'eau de pluie va être stocké, une capacité de plus de 150,000 mètres cube d'eau de pluie et le toit a été fait de telle façon à ce qu'on puisse plus tard installer des panneaux solaires pour alimenter le bâtiment ou bien les bâtiments publiques aux alentours. Donc, M. le Président, on va terminer ça en mars de l'année prochaine et j'espère que les autres Membres parce qu'ils seront invités vont répondre à l'invitation. Pour cette année-ci, M. le Président, il y a une somme de Rs 40 million qu'on a voté pour terminer ce bâtiment.

M. le Président, nous avons inauguré cette année-ci le fameux Winston Churchill Bridge. Qu'est-ce qui c'est passé, M. le Président? Voila encore un exemple. Qu'est-ce qui c'est passé? En 2004 ils ont démoli le pont. Quelqu'un est venu, je ne sais pas qui, il a dit ok, je vais vous donner ça en cadeau. Ils ont attendu, attendu, attendu je ne sais pas quelle a été la condition et puis hop, on arrive en 2006, plus de pont. Port Mathurin coupé en deux, vision de l'OPR! Et puis, ils disent oui vous faites tout ce que l'OPR a entrepris, voila on devait le faire. Vous l'avez détruit, il fallait le reconstruire. Nous l'avons fait, M. le Président, avec un cout de Rs 7.4 million, le projet a alloué à plus de Rs 10 million et nous avons pu quand même faire des économies, le projet nous a finalement couté Rs 7.4 million. Vous allez le voir, le pont est belle et bien là.

Concernant les routes, M. le Président, nous avons fait cette route de Baie Topaze/Camp Pintade, phase I et phase II, la construction de la route de Roseau/Creve Cœur, vous savez M. le Président, cette route de Roseau/Creve Cœur basant toujours sur le rapport de SIDPR, cette route était primordiale pas parce que c'est dans le numéro 5, non, comme on dit certain, mais cette route dessert le QEH (Queen Elizabeth Hospital), très important et ça va aider les gens de la localité bien sûr et ceux qui viennent d'en haut pour arriver à l'hôpital.

Maintenance of roads and bridges. M. le Président, plus de 60 kilomètres de routes et drains ont été nettoyé à travers l'ile par des laboureurs.

Mais M. le Président, néanmoins c'est un peu triste de constater, M. le Président, un matin je reçois un coup de téléphone quelqu'un me dit, vous savez nous sommes à Fond La Bonté, je me dis qu'est-ce qui se passe à Fond La Bonté? Travailler, les enfants. Ils me disent, non il y a un Membre de l'Assemblée Régionale qui a dit *«pas bizin pioche devant mo la porte, ni devant la porte mo papa, mo pou paye dimoune pou fer li»*. J'ai dit mais qu'est-ce que c'est? J'ai dis il faut travailler pour tout le monde, vous passez devant la porte de ce Monsieur, devant la route, vous nettoyez le drain, vous nettoyez devant la porte de tout le monde sans aucune exception parce que nous nous sommes la pour travailler pour tout le monde. On me demande est-ce-qu'il faut le faire ou non? J'ai dis tu fais ton travail parce qu'il faut avoir le *mindset* comme certaines personnes. Vous savez, M. le Président, les abris bus, il y a certaines personnes vous allez remarquer, faites cette remarque là, il y a des personnes dans certaines endroits qui ont dit qu'ils ne vont pas aller s'asseoir sous ces abris bus, pourquoi, parce que c'est le MR qui a construit. Mais je comprends, M. le Président, lorsqu'on a des Membres qui agissent ainsi, ils ne donnent pas l'exemple, M. le Président.

M. le Président c'est vrai que le développement de Rodrigues n'est pas basé sur le nombre de kilomètres de route construit, c'est vrai. Le développement total intégré, le développement d'une route donne beaucoup d'emploi mais laissez-moi vous dire comparé à 2002 à 2006, le gouvernement régional OPR à construit 24 kilomètres de route et nous valeur du jour nous avons construit 25 kilomètres de route. Il faut toujours le mentionner. Cette année-ci M. le Président, Rs 150 million a été alloué pour la construction des routes suivantes: Brulé/Pte Coton, Citronelle/Terre Rouge, St Gabriel/Port Sud Est et Mont Limon/ Reposoir. Très important, ça va créer, premièrement de l'emploi, deuxièmement ça va faciliter le transport public et bien sûr troisièmement faciliter le désenclavement de certain villageois.

En ce qui concerne le transport en commun, M. le Président, ce que nous avons fait cette année-ci, nous avons mis l'accent sur la sensibilisation, très important, il y a cet aspect de sensibilisation vis-à-vis les usagers de la route, vis-à-vis les receveurs d'autobus entre autres. Nous avons eu une campagne de sensibilisation pour 78 receveurs d'autobus et 72 chauffeurs, parce qu'il y a une façon de se comporter. Il y a eu dans le passé quelques complaintes à la NTA, que les receveurs d'autobus, les chauffeurs d'autobus ils sont impolis par apports aux usagers. On a remédié à ça, nous avons fait notre part du boulot et valeur du jour M. le Président, il n'y a presque pas de complainte. En ce qui concerne le Road Traffic Regulation Enforcement, malheureusement, M. le Président, on a du mettre cinq (5) scellés sur des bus qui ne respecte pas cette loi, ce règlement et surtout par rapport aux personnes âgés et les enfants, il faut donner l'exemple, nous l'avons fait, nous avons faits notre enquête, il y a un

board et il s'est avéré que ces gens là sont coupable et à ce moment la on a du mettre des sceller sur quelques véhicules pour pouvoir les faire comprendre.

M. le Président, bientôt avec le nombre de véhicules qui augmentent sans cesse, on est passé à plus de 7500 véhicules à Rodrigues. Donc on se retrouve maintenant qu'avec quatre (4) Road Transport Inspectors, donc on a ajouté encore un Road Transport Inspector pour cette année-ci. M. le Président, il y a aussi la Table Ronde de Rodrigues, toute cette question de transport en commun, de quelle orientation. Combien de véhicules par famille? Combien de véhicules on peut laisser entrer à Rodrigues? Quel âge limite de véhicules on doit laisser entrer à Rodrigues? C'est important. C'est vrai qu'une famille c'est une faciliter d'avoir une voiture à la maison mais toujours est-il qu'il faudra réglementer tous ça. Donc nous somme en train de réfléchir là dessus dans la Table Ronde de Rodrigues, dont je suis moi-même le Président et il y a bien sûr les autres collègues sur cette table ronde. Donc nous sommes en train de réfléchir quelle est la meilleure solution.

M. le Président, il y a aussi cet aspect d'abris bus, vous savez si vous allez à Baie aux Huitres par exemple vous allez voir un abri bus très créole, très typique, nous en avons fait, *«zoli travay*? *Au moins to reconnete!*». M. le Président, nous en avons construit plus d'une dizaine mais l'année prochaine nous ferons un templons pour en construire d'avantage parce que nous voyons que c'est joli et que ça cadre avec le paysage de Rodrigues et ça reflète aussi la culture de Rodrigues. Et cela, M. le Président, laissez moi ajouter que chaque abri bus nous coute dans les Rs 70,000. Comparés qu'il y avait des poubelles qu'on avait construit un peu partout à Rodrigues qui coutaient, je ne sais pas, je n'ai pas vraiment le chiffre. Peut être il faudra demander à quelqu'un. Mais ces abris bus nous coutent seulement Rs 70,000. Il y a une équipe qui travaille là dessus, il y a eu équipe qui fait seulement la maçonnerie, l'autre qui fait la charpente et il y a des jeunes qui sont venus encore et qui font la peinture. Et ce n'est pas *contract out*, ça on le fait in-house.

M. le Président, il y a aussi cet aspect de l'environnement. Vous savez dans le passé, on a eu des problèmes et ce budget répond aussi à ça, la dimension environnementale, très important, ça s'avère fondamentale pour préserver la croissance dans le future. Bien important. Comparé à l'époque de l'OPR ils ont regardé seulement l'aspect économique et social. Je prends exemple sur les concasseuses qu'ils achetaient à l'époque, la roche qui venait des terrasses, des murs en roches, c'était à l'époque de l'OPR, M. le Président. Et nous sommes venu, nous avons embauché des laboureurs pour pouvoir dans un future assez proche, de refaire ces murs, de remettre tout cela en place, M. le Président, c'est très important. Donc ce budget la aussi répond à ça. M. le Président, avec le rapport sur l'aménagement du territoire dans le coté environnement il y a quelque chose qui est très important qu'on va introduire

c'est le Environment Impact Report, le EIR. Qu'est ce que c'est que le EIR? Vous avez l'Environment Protection Act de 2002, vous avez les listes des *undertakings* qui ont besoin d'un EIA. Si jamais il y a un projet, par exemple je ne sais pas moi, un projet hôtelier de plus de 40 chambres, il faut un EIA. Mais nous on a vu que Rodrigues est une ile plus vulnérable, plus sensible donc il fallait impératif avoir quelque chose entre le EIA et le PER, PER c'est le Preliminary Environment Report. Nous on va demander si jamais on trouve un projet dans les IROs, on trouve que ça a besoin d'avoir certaines critères, on va mettre en place le EIR, Environment Impact Report.

M. le Président, l'environnement physique et autres, très important, nous avons pu améliorer la situation à Roche Bon Dieu. Il y avait un projet de faire des murs à Roche Bon Dieu, nous avons aussi mis à la disposition des gens de la localité, des *fencing* pour qu'ils puissent arrêter tous les ordures qui partent un peu partout. Donc, nous avons aidé ces gens là. Donc, il y a aussi des projets d'embellissement un peu partout à travers l'ile et bien sûr nous avons mis sur pieds un Nursery à Le Chou. M. le Président, très important, comme j'ai dis ce matin, au commencement plutôt, cet aspect de sensibilisation. Nous avons pu étendre ce projet de *waste segregation* dans plusieurs villages. Il y a plus de 600 familles qui seront touché maintenant, on a pu donner deux poubelles aux familles. Une poubelle couleur vert bien sûr et un couleur orange, deux poubelles, un pour mettre les plastiques et l'autre pour mettre les autres déchets et bien sûr ces gens là ont appris à faire du composte. La, M. le Président, on vient de commencer une campagne de ramassage de bouteille de verre et si vous allez passer à Le Chou, vous allez voir il y a plus de 20,000, on a ramassé plus de 20,000 bouteille de verre à travers Rodrigues et ça seulement dans quelques villages et la nous comptons atteindre les 100,000 bouteilles de verres à la fin du projet. Et je fais un appel à ceux qui boivent, à toutes les familles de bien ramasser ces bouteilles et en suite ... de venir ramasser. M. le Président, des campagnes de sensibilisation ont été mener un peu partout à travers l'ile, dans les écoles, dans les collèges et bien sûr avec l'aide de Rod Clean qu'on a mis en place et qu'on critique d'ailleurs, il y a quelqu'un qui a parlé ce matin de l'importance des compagnies. Il se posait la question, pourquoi est-ce qu'on a mis en place ces compagnies. Ben voila, on a mis en place ces compagnies pour premièrement Rod Clean il faut le répéter, M. le Président, Rod Clean couvre plus de 90% de l'ile Rodrigues et aussi Rod Clean crée de l'emploi. Plus de 83 travailleurs, 83 familles vivent à travers Rod Clean. Et la bien sûr au courant de cette année-ci on va encore prendre 60 travailleurs, il y aura 10 personnes par zone, par IRO, de IRO 1 jusqu'au IRO 6. Il y aura 10 personnes qui vont faire des travaux, des *green tasks*, c'est-à-dire ils vont embellir les bordures de routes, ils vont maintenir les drains, ainsi de suite. *«Cote La Bonté, non»*.

M. le Président, tournons maintenant vers l'énergie renouvelable. Très important aussi. L'énergie renouvelable à Rodrigues, je suis très heureux

d'annoncer qu'aujourd'hui nous sommes à 10% d'énergie renouvelable à Rodrigues. C'est-à-dire les éoliennes, nous avons parlé avec le Vice-Premier Ministre et le Ministre des Utilités Publiques et des Energies Renouvelables l'honorable Rashid Beebeejun et nous avons des pour parlés et à travers la CEB on a pu installer 4 éoliennes de 75 kilowatts par heure. Donc valeur du jour on est à 10% de l'énergie renouvelable mais, M. le Président, on voulait mettre en place un Renewable Energy Office mais malheureusement on fait des appels d'offres mais on n'a pas eu aucun candidat parce que c'est un secteur tout à fait nouveau, donc les techniciens sont rares mais quand même toujours est-il on est en pour parler avec la UNDP pour avoir quelqu'un pour pouvoir mettre en place ce Renewable Energy Office. Et en même temps, M. le Président, on veut introduire ce concept comme à la Réunion, Rodrigues Ile solaire. La nous sommes à 10% d'énergie renouvelable, énergie du vent mais le soleil aussi, on a vu qu'on peut se lancer dedans et bien sûr il y a des projets pilotes a travers la UNDP qu'on va mettre en place, on va étudier la question et voir comment on peut entrer dans ce concept de Rodrigues Ile solaire.

M. le Président, parlons des i*mprovements* et *minor works in villages*. Vous savez, M. le Président, c'est vrai que si vous regardez dans le PBB, dans le budget, rien n'a été mentionné. Ce n'est pas défini. Pourquoi? C'est parce que chaque IRO, chaque Commissaire responsable des IRO, ils vont s'asseoir avec leur DH, avec les villageois et ils vont définir leur priorités, ils ont déjà leur priorités, si je comprends bien, ils ont déjà leur priorités. Comme par exemple à La Ferme nous avons déjà notre priorité mais seulement ce projet va être divisé en six, le budget va être divisé en six portions et chacun, chaque Commissaire va avoir les priorités dans les différents IRO.

M. le Président concernant les projets entrepris pour cette année-ci, donc nous avons construit des track-road, nous venons d'allouer un contrat de 7.6 kilomètres de track road à une compagnie qui va construire en moyenne par village 1250 à 1300 mètres par région. Donc c'est équitable. Nous avons bien divisé les différentes longueurs et chaque région va pouvoir bénéficier de 1300 mètres de track road. M. le Président, il y a aussi le track road on self-help basis. Ceux qui sont intéressés ils peuvent toujours avoir des matériaux pour construire les track road. Mais laissez moi vous dire M. le Président depuis 2006 à 2010 nous avons construit 26.5 kilomètres de track road. Et dites-moi combien vous avez construit vous? Trust Fund a construit, IFAD a construit, le gouvernement régionale OPR qu'est-ce que vous avez construit? Dites moi combien vous avez construit, nous nous avons construit 26.5 kilomètres. Vous voulez avoir des bilans, voila le bilan, 26.5 kilomètres de track road.

M. le Président, comme il a été prévu dans le PBB, bien sûr il y a des jardins qu'on construit un peu partout, un jardin d'enfant à Rivière Coco, ce trail à Trou d'Argent, un espace vert à Rivière Banane et bien sûr le Roche Bon Dieu

Monument Site. Donc, M. le Président je disais en ce qui concerne les IROs, à la Ferme nous comptons, vous savez la région un et une région a vocation agricole et bien sûr les gens la bas ils font aussi de l'élevage, donc il y a des problèmes d'eau et je suis très content de constater qu'on ne parle plus de problèmes d'eau à Camp Pintade maintenant avec le brakish plant qu'on a mis la bas, mais cependant il y a problèmes concernant les bêtes concernant les abreuvoirs, il fallait alimenter les abreuvoirs en eau, donc on est en train de travailler la dessus et bien sûr les projets de l'année prochaine concernent les *green spaces* et le *recreational areas* à Cascade Jean Louis, Anse Quitor, Montagne du Sable, et aussi à Grand La Fouche Corail on va faire quelque chose, Anse Goéland, et bien sûr on est aussi en train de rénover les ex-onion store à La Ferme pour pouvoir faire notre bureau comme aussi dans les autres endroits de l'ile.

M. le Président, très important, je vais parler de l'agriculture, on va mettre en place ce concept de pâturage communautaire, très important. Il y a plus de 180 hectares qui ont été clôturé à Montagne Croupier, il y a deux barrages, donc il y a ce concept de pâturage communautaire à travers les villageois et les autres officiers de l'agriculture.

M. le Président, venons en au SEMPA. Quelqu'un a posé ce matin une question, qu'est ce qui se passe avec le SEMPA. Mais la personne, M. le Président, si jamais il avait fait son travail, c'est-a-dire poser des questions, il aurait su où nous en sommes avec le SEMPA. Cette personne qui a dit ça ce matin, *«je ne sais pas ce qui se passe avec le SEMPA, le marin park…»* vous auriez du poser la question. Vous venez ici dessiner des petits bateaux, dessinant n'importe quoi et puis vous me dites au débat du budget, *«qu'est-ce qui se passe avec le SEMPA?*» Mais qu'est-ce que cette personne là a fait pour poser la question? Il faut attendre dans le débat budgétaire pour me demander qu'est-ce qui se passe avec le SEMPA. Le SEMPA, M. le Président, nous avons bougé, nous avons fait bouger les choses. Nous sommes venus ici avec les Regulations. Allez voir là bas, vous allez voir des bouées, on a démarqué le SEMPA. Contrairement à l'époque où je suis arrivé, on avait posé la question où ça se commence et où ça se termine. Pas de réponse. On voulait savoir, on avait posé la question en 2004, où commence le SEMPA, où ça se termine? La personne à l'époque qui est le Minority Leader maintenant il n'a pas pu répondre. Et aujourd'hui il vient nous dire, je ne sais pas ce qui se passe avec le SEMPA. Mais vous aurez du poser des questions, faites votre travail. M. le Président, le SEMPA, on a adopté contrairement à l'époque un *tongue to tongue approach*, c'est-a-dire avec la participation des pécheurs, tous les pécheurs ont leur mots à dire. Par exemple, tout ce qui est zone de fermeture, tout ce qui est activité permissive ou non permissive, nous avons travaillé de concert avec les villageois, avec les pécheurs surtout pour amener à bien ce projet. Et ce projet, M. le Président bien sûr on va l'ouvrir bientôt, il y a eu la sensibilisation des

écoliers, des collégiens et là plus de 1000 étudiants ont été *brief* sur ce projet et bien sûr il a y eu la démarcation et il y a une chose très importante qu'on fait la en ce moment, c'est on va recruter des techniciens pour pouvoir finaliser le projet. Mais il y a une chose très importante. Il y aura quelqu'un qui va venir travailler sur le *Alternative Livelihood Strategy*, très important, peut être que c'est ça qui a fait que le projet a pris un peu de retard. Parce que pas question de lancer ce projet sans avoir des Alternative Livelihood pour ces pécheurs qui travaillent la bas, qui pèchent dans cette région. Et bien sûr pour cette année-ci il y a ça et on va lancer le projet bientôt.

M. le Président, cependant à la Commission nous faisons beaucoup, il y a des personnes qui peuvent vous dire que nous travaillons sous stress. Parce que pour chaque 42 sous qu'on va dépenser dans le Recurrent Budget il va falloir travailler pour une roupie dans le Capital Budget. On a un souci de technical staff, on a des contraintes à la Commission, c'est vrai quelques projets *have been delayed* mais quand même on fait notre effort pour pouvoir travailler.

M. le Président, le développement soutenu, la gestion intégrée de tout ce qui est exploitation en préservant l'environnement, l'éducation, la sensibilisation et la responsabilisation des rodriguais. Tout en donnant des exemples. On ne peut pas être politicien et donner des mauvais exemples. Comme ce qui c'est passé à Fond La Bonté. On ne peut pas être politicien en donnant des mauvais exemples. Pour une ile Rodrigues forte, il faut que tout un chacun, je fais un appel à tout un chacun, je fais un appel à l'Opposition, aux forces vives, à tout le monde, de pouvoir prendre ces responsabilités vis-à-vis de Rodrigues. Rodrigues comparé à Maurice, nous avons des difficultés, dans les Commissions nous avons des difficultés et l'Opposition maintenant ne me dira pas le contraire. Vous avez eu des difficultés dans le passé, nous avons des difficultés en ce moment mais il faut être responsable et il faut donner l'exemple. Donc, M. le Président, j'espère que tout le monde comprend ce budget. C'est un budget de continuité, c'est un budget d'orientation, mettant les bases pour un avenir meilleur. Donc on parle de Rodrigues 2011/2020, et j'espère qu'on va atteindre notre objectif et je dis ici bon courage à ceux qui travaillent, bon courage a tout ce qui travaille, aux fonctionnaires, les Advisers, tout le monde et j'espère qu'ensemble on va construire une ile Rodrigues forte mais n'oubliez pas' M. le Président, il faut donner l'exemple avant de venir critiquer d'autres personnes.

Merci, M. le Président.

Mr. S. P. Roussety: M. le Président, avant de commencer, laissez moi dire au Commissaire qui s'occupe des routes que la route de Baie Topaze à Camp Pintade est déjà défectueux. La qualité de la construction était médiocre et dans d'autre parties de la route de Rodrigues encore.

Mr. Chairperson, Sir, helping the vulnerable and caring for the sick are instincts that run deep in our character. Families work hard and pensioners who have given much to this society should have peace in mind that high quality of health care is available at the point of use. The OPR party believes that every citizen of this country should have the right to high quality health care when and where they need it. Today, sadly the present health care is failing too many people. The population of Rodrigues is gaining more and more frustrated with a system of letting them down. We don't believe that just because people are not well off, that this regional government has to shut up.

M. le Président, la Commission de la Santé a eu un budget assez conséquent pour l'année 2010 dans le but de fournir des services de santé rapide et efficace afin d'assurer une population en bonne santé. Une population en mauvaise santé ne peut pas produire et cela affecte l'économie du pays. Il ne suffit pas d'avoir beaucoup d'argent dans un budget mais ce qu'il faut c'est de la vision et de la volonté de travailler pour la population. Ce que nous avons vu depuis 2006 à ce jour confirme ce qui se passe à Rodrigues dans toutes les Commissions. L'hôpital de Crève Cœur et les Centres de Santé sont toujours bondé de patients cherchant des soins. La situation médicale à Rodrigues a connue une nette dégradation. Notre service de santé avait pris son envol de 2002 à 2006. Mais le gouvernement régional actuel n'a pas su maintenir ce rythme de croisière.

Mais qu'est ce qui se passe à la Commission de la Santé? Comment un Commissaire de la Santé peut-il délaisser ces fonctions pour s'occuper de ceux de la jeunesse et du sport? C'est vraiment le monde à l'envers. Et cela se passe seulement à Rodrigues. Alors que la Commission de la Santé se voit confronté à beaucoup de difficultés, le Commissaire se bronze au soleil au Seychelles. Et cela se passait au mois d'aout de cette année, en accompagnant l'équipe féminine de football et encore dans d'autre mission qui ne concernait pas celui de la santé.

M. le Président, depuis l'avènement du Mouvement Rodriguais au pouvoir, on a vu la dégradation totale du service de la santé, plus de personne meurent jeunes, le nombre de patients augmentent. Mais eux ils parlent d'amélioration mais la réalité est autre, M. le Président. On ne fait que mentir à la population. La qualité de service de la santé en général, c'est toujours détérioré d'année en année depuis que le Mouvement Rodriguais a pris le pouvoir en aout 2006. A Rodrigues quand on parle de santé, tout le monde est inquiet, excepté le Commissaire de tutelle et son gouvernement. Quand on voit ce qui se passe dans notre ile, on se pose la question en ce qui concerne des soins dispensés aux malades. On pose la question en ce qui concerne la gestion du service de la santé à Rodrigues. L'OPR a toujours demandé s'il y a une

direction au service de l'hôpital de Crève Cœur et les autres centres de santé, dispensaires.

M. le Président, un rodriguais de passage à Rodrigues pour des vacances, après avoir passé 44 ans à l'extérieure, pour quelques jours de vacances, voit qu'on a un excellent service de santé et même a donné un crédit à notre service hospitalier, alors que notre taux de patients et de mortalité se sont augmenté drastiquement à Rodrigues pendant ce dernier temps. Ce crédit a été donné dans un organe de presse proche du parti au pouvoir, du Mouvement Rodriguais. Ce monsieur qui s'est vanté d'un bon service de santé aurait du faire une enquête plus approfondie, même faire un sondage au niveau de cette population qui souffre. Ce monsieur qui s'est rendu à l'hôpital de Crève Cœur pour une simple grippe et cela se soigne très vite avec une très bonne hygiène et médicaments que prescrit un médecin. Ce monsieur qui a passé plus de la moitié de sa vie en dehors de Rodrigues, passe et trouve que le service de la santé de Rodrigues est efficace mais peut être que la ou il vit à l'extérieure le service de santé est plus rétrograde qu'a Rodrigues. Ou la deuxième hypothèse c'est que ce monsieur qui avait vu le service de santé était en rose, lorsqu'il est venu passer des vacances à Rodrigues a fréquenté des personnes qui ne sont jamais allé à l'hôpital ou ne lisent pas les journaux locaux parce que tous les journaux de deux bords politiques ont critiqué ce service à maintes reprises. On se demande comment quelqu'un qui a passé le trois quart de sa vie dans un pays autre que Rodrigues peut juger en seulement une semaine le service de la santé à Rodrigues, c'est vraiment navrant de sa part. *«Mo pé expliquer kine arriver pendant sa l'année là»*. Une seule vérité dans ces dires, c'est que les infirmiers et les infirmières étaient bien polis. Ça je le confirme et ils continuent à l'être. Je les félicite, et c'est grâce à eux que ce service marche encore un peu et pas à ceux qui le dirigent.

Mr. Chairperson, Sir, it has been seen that the Commission for Health especially at the Queen Elizabeth Hospital, there is not any administration, even drivers are chief and give orders. Everyone who came as a Director has always brought his own principles in one or in another way. I would mention two examples: one Director issued a circular letter giving instructions to the personnel of the Queen Elizabeth Hospital that Commissioners and Members of this Assembly may pay visit to patients at any time of the day, even at night, even in every ward of admitted patient without taking into consideration the confidentiality of patients. La deuxième c'est qu'un autre directeur aurait retire un autre circulaire invitant les médecins, spécialistes et infirmiers à prendre compte des politiciens comme des *very important persons* et doivent passer sur la tête des tous les patients quand ils se rendent à l'hôpital, même s'il y a des cas les plus urgentes qui attendent les soins. On voit qu'on s'enfonce dans l'anarchie et toute l'inégalité sont en phase d'être institutionnaliser. Encore cette lettre émanant de la direction du service de santé du 06 May 2010.

D'après cette lettre, aucun politicien et autre personnalité ne doit pas faire la queue et que tout le personnel doit être mis au courant des leur arrivée. C'est vraiment le monde à l'envers. Mais qui a anesthésiait le service de la santé? Elle est morte. La vie des citoyens de Rodrigues serait-elle en danger? On est en train de voir, le service de la santé souffre d'un mal-administration. Un exemple, la chirurgie médicale est gravement malade.

Mr. Chairperson, Sir, services offered are of poor quality. There are days where patients have to wait long before seeing doctors. Many patients are suffering from the services received from hospital at the surgical section. Patients admitted at night have difficulties to meet the surgeon. Recently a patient has been waiting for 48 hours to see the surgeon. Due to the deterioration of the state of health of this patient, the service of gynecology was searched for an echography. The surgeon which was due to be present at that time for he is the only one responsible in Rodrigues, does the Commissioner for Health care for our Rodriguan patients? Mr. Chairperson, Sir, may I ask a question? Was the Commissioner aware of that situation? Was the Commissioner aware that when all surgical operation had to be postponed due to the unavailability of surgeon. Is the Commissioner aware of the state of health of Rodriguan in our hospital? Does the actual regional government have phobia of buildings? Up to now the MR party has been governing Rodrigues for four years. They have not been able to use correctly the buildings put at their disposal by the former OPR government and they have not been able to construct one. A new maternity ward has opened its doors; the construction of this building began during the first regional OPR government from year 2002 to 2006. This building is one of the most beautiful which welcome patients in the republic of Mauritius. But it is not used to its optimal use and women are suffering of this state of affairs. Even the maternity ward is being used as a store to stock materials.

Confidentiality, what does this word means? For the MR government this word has no meaning. When you see what is happening. There is a lack of confidentiality in the gynecology ward. Eight beds have been placed in a very small room. Women patients have difficulties to move between two beds and even the gynecologist improve difficulties to work in a so small room. The privacy of patients is not observed. Everyone can hear the doctor talking about the problems of others. But a large space was provided for the gynae room at the first floor of the new maternity building. Up to now the Commissioner and his government prefer to restrain the patients into a small room than to use a larger space. I don't know why. Once more the Commission for Health will not ease the sufferings of these women. The conversion of part of the first floor of the maternity building into a pediatric ward as planned in the next year budget may be a cause of concern regarding the safety of children. Is it to the norm to let children move upstairs? But where is the operation theatre if a

cesarienne has to be performed? Will pregnant women continue to be carried on trolleys from maternity ward to the operation theatre? Are we in the 21st century in Rodrigues? I suppose that it is not the case for the Commissioner for Health and his government.

Another case of confidentiality accepted by the MR government is the use of doctors' and nurses' mess, contract labourers are using doctors' and nurses' mess as if they are themselves doctors and nurses. Clothes are hang everywhere in doctors' mess. Is it fair that labourers use the same mess as doctors and nurses? I don't think that such arrangement will be acceptable in a hospital in Mauritius or in any other country of the world. This is being done only in Rodrigues with the MR party at the head of the regional government where anarchy is being installed.

Mr. Chairperson, Sir, new Health Directors came into service and still no improvement has been seen regarding health situation, environment and even at the level of the personnel. The environment at the Queen Elizabeth Hospital, health centres and community health centres is in a deplorable state. There are spots of stagnant water in the compound of a hospital. Drains are not cleaned; the main dustbin which is found behind the kitchen has never been fully emptied since years. Rubbish from La Ferme and Mt Lubin Health Centres to be burnt in incinerator are being kept in vehicle GMR 614 during weekends in the hospital compound causing bad smell. Same is being burnt the Monday next. Why? Because the employer doing that job is also a Chief! At Mont Lubin Health Centre, the septic tank has no lid and remains open and is covered with grasses causing infection in the yard of the hospital. No action has been taken to repair or construct another septic tank.

Mr. Chairperson, Sir, how can you imagine in places such as Queen Elizabeth Hospital and Health centres would have disastrous situation causing harm to our environment. It is only in Rodrigues under this regional government.

The Chief Commissioner: I have been listening and I have a point of order. And I think that my point of order without undue respect to the Member. There is a question of public interest about the speech of the Member and as Chief Commissioner of Rodrigues, we do accept criticism of course, in the process of debate but I think that this Member should not depict such a disproportionate and out of practice, I would say, out of the picture, description criticism, of the health centres in Rodrigues because of course we do have problem but I don't think that a Member should be allowed to speak on a such sensitive issue, the health sector where he is coming in this House and he is stating as if the Health Sector is a poison in itself. This is not the case, because if reporters, people who are in this House go and report this outside and say this

this this, this Member has said this. It can be very misleading for the population. And at times where we are having World Pandemics etc., instead of looking at the problem, what is the Member doing? In a very bad state of mind, the Member has come to this House just to throw mud and to put black paint on the hospital and on the health centres. This is not good, Mr. Chairperson, Sir. Health centres and Queen Elizabeth Hospital has international standards that are preserved. Of course there are some problems, there are discipline problem. But I don't think a Member should be allowed to make such statements here depicting such a harsh situation which could make patients in Rodrigues believe and become afraid of the hospital. This is a very sensitive issue where people may think that hospitals are not safe and people may not want to go to hospital. This is very dangerous and this is very low level of debate, Mr. Chairperson Sir.

Mr. Chairperson: Yes, any reaction to the point of order?

Mr. S. P. Roussety: M. le Président, je suis en train de parler.

Mr. Chairperson: Well, you don't want him to react? I understand the point of the Chief Commissioner. I have to apply what we have in the Standing Orders and what is normally allowed as content of debate in this House. May I from the very start cite one of the exempt from Speaker's ruling that I have from, edited by Mary Harris concerning Budget Debate and he said that "a budget debate is wide ranging and Members can canvas anything they like in that debate". Further on, we have another ruling which states, I quote "debate on the estimates should concentrate on the current spending plan contained in the Estimates documents and must relate to a matter for which an appropriation is included in the Estimates". We have nothing which either to widen this scope of budget debate or to curtail such scope. I understand the point of the Commissioner but unfortunately we don't have rules which protect such type of debates, save and except the Chief Commissioner have at the end of the debate the opportunity to wind up and to take up points already taken, this is only instance where the Standing Orders allow things to be redressed.

Thank you for your attention.

Mr. S. P. Roussety: M. le Président, ce que j'étais en train de dire c'est que la Commission de la Santé a eu un budget et il a travaillé sur ce budget là pour l'année 2010. Moi ce que je rapporte ce sont les complaintes des patients et de ce qu'on voit à l'hôpital. Je continue. Toilet wards are in a deplorable state. The bad smell from an open septic tank behind the administrative block near the dental department is a cause of concern in the environment. This affects the entire hospital compound. This may cause infection. M. le Président, les patients qui ont des problèmes dentaires éprouvent des difficultés respiratoires lorsqu'ils doivent rendre visite au dentiste. Une odeur nauséabonde les importunent et disent qu'on devait porter des masques et cette

situation dure depuis bien longtemps. La question qu'ils se posent «Comment au 21eme siècle une telle situation peut-elle être tolérer par ceux au pouvoir?»

Patients attending the hospital are asking questions, where are the Commissioner for Health, the Departmental Head, the Health Director to look after the environment of the Queen Elizabeth Hospital. Infections in our hospital principally as a result of dirty wards and operating theatre. No action is being taken by the Commission for Health to identify the source of infection and to eliminate such infection. There is no policy control that has been established to eliminate any source of infection in our hospital. The control of infections may lessen the risk of cross infections during surgical procedures.

Mr. Chairperson, Sir, the overtime budgeted for manual workers for the year 2010 is only for pro MR party drivers and this has been experienced on many occasions. La dernière en date c'était pour transférer un patient à bord d'un cargo battant le pavillon mexicain le samedi 11 septembre 2010. Trois chauffeurs d'ambulance travaillaient ce jour là. Pour transférer un patient du quai à l'hôpital, la direction a fait appel à un super chauffeur d'ambulance, lui travaillant seulement le jour, parce que la direction a eu la consigne que les heures supplémentaires doivent être donner qu'à lui. Parmi les chauffeurs ce jour là c'était vraiment la grogne. M. le Président, le service ambulancier comme tout le monde le sait n'a jamais été v bien organisé et c'est vraiment toujours chaotique, même si d'autre ambulances ont été acheté. Nous avons toujours crié haut et fort que c'est l'anarchie au sein de ce service. Et c'est toujours les chauffeurs liés au parti au pouvoir qui font la pluie et le beau temps dans le service. Par manque d'organisation du service ambulancier, on a même recensé un mort due à une négligence. Et dire que plusieurs ambulances se trouvaient dans la cour de l'hôpital ce jour là. La façon de faire d'un chauffeur ambulance laisse fort à désirer et ce qui ne plait pas du tout au personnel hospitalier et aux patients, surtout les patients qui sont aux soins intensifs. Pas plus tard que jeudi dernier, il a mis l'alarme de l'ambulance dès son départ du centre de santé jusqu'au female ward à l'hôpital de Crève Cœur. Tout le personnel de l'hôpital était sur le qui-vive croyant qu'un accident était arrivé et préparait au pire. Toute les personnes qui étaient à l'hôpital pour recevoir ce jour là on aussi eu un sentiment de frayeur. Eux, croyant qu'un catastrophe était arrivé et ceux admises dans les salles se sont senti gagner d'un sentiment de peur, même les patients qui auraient été aux soins intensifs étaient état de frayeur. Tout ce vacarme était seulement pour le transfert d'un patient, alors que l'alarme n'était pas nécessaire. Ce chauffeur d'ambulance se prenait pour un petit gamin de 5 ans qui a reçu un jouet avec cette ambulance. On se demande pourquoi les autres chauffeurs ne font pas comme ce monsieur, est-il payé par l'argent de l'état pour travailler autrement? Y a-t-il des dirigeants à la santé pour mettre fin à cette situation? Est-il intouchable ce chauffeur d'ambulance?

Mr. Chairperson, Sir, it is true that some apparatus have been bought by the Commission but are they being used efficiently? Have they been purchased completely? Let's take for example the CR apparatus, has it been purchased completely or is there a part missing. Why purchase an apparatus incomplete? Mont Lubin Health Centre was also upgraded during the OPR party mandate and is still waiting to be occupied completely. A new space at Mont Lubin Health Centre is visible and this proves the incapacity of this regional government to use building. The MR regional government has no vision how to use the building mentioned above. Their philosophy is a development with no infrastructure. And with this philosophy our patients suffers a lot.

Mr. Chairperson, Sir, the MR government has not been able to honour their commitment of the present budget regarding the budget for health. No major project has been implemented up to date. M. le Président, est-ce que la population de Rodrigues se sente-t-il à l'abri pour leur santé vue le nombre croissant de nombre de patients dans l'île, le nombre grandissant qu'on envois à Maurice pour les soins additionnelles. Si cette tendance continue toute la population ira à Maurice pour se faire soigner. Cela prouve que les soins donné aux services de santé ne sont pas assez efficaces. M. le Président, le service de santé est à son plus bas niveau depuis que le Mouvement Rodriguais est au pouvoir. The previous OPR government put the health services on a high level. Nothing has been done by the actual one to keep the health standard at this level. Mr. Chairperson, Sir, this regional government is not taking serious the health situation of the rodriguan which is deteriorating every hour and every day. There has been a major increase in diseases like SIDA since year 2006. If now we have officially moved on 30 cases of patient with HIV virus this figure should be multiplied by 10. The situation is very alarming. The effort that is being made by the Commission to alert the population of this pandemic is not enough. The Commission for Health is not taking this issue seriously.

The NCD service is not worth. The number of patients suffering from non communicable disease is increasing due to non prevention of this illness by lack of information from the Commission for Health. Patients on dialysis are on an increasing trend. We all know which factor cause the mal functioning of kidneys. Patients suffering of a high level of cholesterol are another concern to Rodrigues. Many patients even die under 50 from cardio vascular disease. The population is anxious with another illness which proportion is being increased very rapidly, it's cancer. The Commission is not trying to find out means, cause, we all know that to have a study on that illness cost a lot but there are other means that are to be used to find out some preliminary causes.

Rs 15 million have been spent to buy drugs but at the time being there are medicines that are missing from our hospital. Patients suffering from cardio vascular disease can prove what I am saying. There is a lack of means for

specialists to diagnose illness of our patients. Patients should have the right to have information of their illness and their treatment. There are doctors who do not communicate with patients. They should do it. Life saving drugs should be available at hand. Out of stock medication should be obtained without delay. Since the year 2006, we have found that there is a lack of training for the personnel of health. What I have to say is that no preliminary health service exists, no communication exists between the health and the rodriguan population, no improvement has been noticed and no innovation in our health infrastructure has been seen since the year 2006.

M. le Président, permettez moi de dire quelques mots sur la Commission de la Pèche, la mer et les pécheurs. Ce secteur qui était apparemment l'une des priorités de ce gouvernement régionale est en passe d'être coulé comme un bateau qui prend l'eau. C'est comme un bateau qui n'a pas capitaine ou qui a trop de capitaines. La fraude en mer à Rodrigues est en train d'être institutionnalisé Ce que nous avons vu depuis l'année 2006 à ce jour aurait pu être écrit dans le Guinness Book of Records en ce qui concerne la fraude. Tous les jours on voit des poissons frauduleusement péchés mise en vente dans tous les villages et même à Port Mathurin devant l'Administration Centrale. Des tonnes de petits cordonniers que les rodriguais appellent *«ti mové zer»*, des petits rougets depuis janvier cette année on été retirer de la mer au nez et à la barbe des officiers de garde pèche. On dirait qu'il y a une convention entre certains officiers et les fraudeurs.

Mr. Chairperson: This you cannot say because it consists of a sort of criminal offence.

Mr. S. P. Roussety: Mais comme je dis la fraude est en train d'être institutionnaliser mais il y a certains officiers de garde pèche qui font bien leur travail mais les autres passent leur temps à jouer aux cartes dans certains sections, dans certains bureaux. Les chefs se sont cloîtrés dans un bureau laissant les petits se débrouiller alors que les fraudes se multiplient dans le lagon. Les officiers de garde pèche de Pointe Monier font face à des grandes difficultés. Ils ne peuvent pas travailler, vu que leur premier outil de travail tombe souvent en panne, leur moteur. Des fois ils ont à prendre en emprunt le moteur de leurs confrères dans d'autres centres à Petite Butte ou à Graviers. Alors sans moteur de bateau, ils trappent les fraudeurs en véhicules ou à moto alors qu'ils auraient du le faire sur la mer.

Qu'est-ce qu'on peut dire des concombres de mer? Des Bambaras? Il y a eu une totale démission de la part de la Commission de la Pèche. En 2007, l'Assemblée Régionale avait voté des règlements pour le contrôle des bambaras. Beaucoup de lacune ont été décelé dans ce règlement. La fermeture de la collecte des bambaras à était en décembre 2007. Ce règlement était passé à la

va vite et ce gouvernement régionale n'a pas voulu avoir la volonté de combattre la fraude dans le lagon. L'OPR avait dénoncé cette manière de faire, de laisser les choses aller comme cela et actuellement depuis janvier 2008 à ce jour, le peuple de Rodrigues a été le témoin de la dilapidation du lagon de Rodrigues en ce qui concerne le ramassage des bambaras. Tout les jours des bambaras ont été retiré dans notre lagon qui s'est appauvrie de jour en jour. Les bambaras jouent un rôle très positif au sein de notre lagon en ce qui concerne son nettoyage. Tous les pécheurs ont été unanimes, que notre lagon est très sale et que notre qualité poisson a perdu sa vraie valeur. Suite à des lacunes de ces règlements, un cas que la Commission des Pèches avait envoyé à la Court de Port Mathurin avait été rejeté par le magistrat parce que la loi ne prévoit pas la possession de bambaras. Les fraudeurs ramassent toujours des bambaras avec la bénédiction de certains. Les autorités responsables n'ont jamais voulu apporter des amendements à ces règlements, on se demande pourquoi. Et aussi à la Commission de la Pèche il y a beaucoup d'irrégularité pour ne citer que deux, la réclamation abusive du *travelling allowance*, la destruction des pages d'un Occurrence Book et d'autres encore qui feront surface très bientôt. Mais ce gouvernement régional a-t-il le courage d'y mettre de l'ordre? Attendons voir.

Il est vrai que la mise en place d'un *Flying Squad* a apporté un plus à ce département mais pour combien de temps encore. A en voir ce qui se passe en ce moment on dirait qu'il y a seulement le *Flying Squad* qui travaille aux périls de leurs vies. C'est tout autour de Rodrigues qu'ils travaillent. Ils prennent en contravention les fraudeurs autour des postes de Petite Butte, de Graviers et celui de Baladirou. Mais au fait, que font ces autres gardes de pèche dans ces autres centres? A moins de deux occasions ils ont été menacés dans le sud. Ils ont du avoir recours à la police. L a première fois à Petite Butte et la seconde fois la semaine dernière à Tamarin. La ils ont du fuir pour atteindre le poste de Police de Rivière Coco. Les fraudeurs n'ont plus peur des officiers des *fisheries*, pourquoi? Et qu'est-ce que la Commission a fait pour supporter la *Flying Squad* dans ces deux cas? Jusqu'à maintenant, rien.

Pour terminer sur la mer et la pèche, je voudrais attirer l'attention de la chambre sur ce qu'on appelle du gaspillage. Une somme de Rs 31,510,000 a été déboursé pour le dragage de Pointe Monier à Baie aux Huitres par un Water Master. Ce travail au cout d'une trentaine de million de roupies n'a pas été possédé par une étude que ce gouvernement n'a jamais jugée bon de faire. A Baie aux Huitres là ou le Water Master a fouillé a du retourner en arrière parce que la boue était déjà rempli dans le bassin. Le Water Master de sa capacité de fouiller et en train d'avoir des difficultés à coté de Rodnix. La capacité du Water Master est faible. 400 mètres de *chanel* vont être effectué par ce même compagnie sous ce même contrat, pourquoi?

M. le Président, un dernier mot sur l'environnement. Mr. Chairperson, Sir, the four sentences in the Programme Based Budget as a measure to protect the environment shows it is clear that the regional government has always fails in striking the right balance since 2006 to date between economic development and the protection of the environment. This government is incapable to distinguish which is not only about putting a stop to littering or only about clean-up campaign or refuse collection. This regional government has not been able since four years to develop, promote the adoption of environmental policies nor inculcate an environmental culture among all the population. The education campaign that has been launched by this regional government to sensitize the rodriguan population about environmental issues is not enough. It has been seen that this government is unfortunately failing to understand that long term economic success of Rodrigues will not be possible without sustainable development. This sustainable development can be achieved if a government has a political will, which we don't see, to have the right balance between economic and social.

Mr. Chairperson, Sir, the measures announced is not being applied fully. Government environment is considered as only refuse collection with safe status like building roads, cemetery section. Countries who have failed to integrate an environmental and economic factor has also failed to position themselves well to improve or to maintain the quality of life. This example we are experiencing it in Rodrigues. What about coastal and marine environment? Not even a single measure has been announced in the budget speech to reduce pressure on our coastal zone, biodiversity and human resource which are considered as our most precious resource. This regional government has never the will to amend the very weak regulations regarding the collection of sea cucumbers as I have said before. Everybody knows that bambaras are being fished illegally *"au nez et à la barbe"* de certain. Et cela est traiter sur le toit des maisons même à Pointe La Gueule causant une odeur nauséabonde pour les habitants. Ce bambaras sont exporté à Maurice par des gens sans scrupule sans être inquiéter par la loi *«pars ki la loi la li bancal»*. Tout le monde se souvient, comme je l'ai dit, je le redis encore une fois, que les officiers de la Fisheries Protection Unit avaient pris en contravention à Pointe Vingt Tours pour 600 kg de bambaras déjà traités avaient été saisi. Le suspect n'a pas été condamné parce que la loi n'avait pas prévue la possession de bambaras. *«Pour que tu puisse comprendre»*. Depuis c'est l'anarchie au niveau de la collection de bambaras. Les autorités n'ont jamais voulu apporter ces amendements. Pourquoi? Le commerce des bambaras c'est de l'or mais la collection des bambaras causent un tort immense au niveau de notre lagon. Tous les pécheurs sont d'avis qu'il y a des changements néfaste dans les lagons.

M. le Président, je demande si ces invités ont le droit de critiquer et de rire comme ça?

Mr. Chairperson: You want me to rule?

Mr. S. P. Roussety: Yes, Sir.

Mr. Chairperson: Yes, this point is well taken. Anybody in the gallery should not be seen either to smile or making any sort of noise. Directions have been given to them. Their presence is important since the Commissioners have to give answers in connection with the budget.

Mr. S. P. Roussety: Yes but they have to only listen. Our physical environment is being neglected. We are we experiencing today? This government lacks vision and imagination on many aspects on environment. Even I will mention them, they will be put aside.

The Chief Commissioner: On a point of order! I think I have my standing orders somewhere I was reading, the Member is I think he has taken the same page he has read before, he has raised some points and he is taking it again to make tedious repetitions on what he has already said.

Mr. Chairperson: This he cannot do.

The Chief Commissioner: This is what he is doing. He cannot do it but he is doing it. I think he is taking the same page. He is out of speech and he is just repeating it.

Mr. Chairperson: Yes, I don't have to rule on this, yes proceed, this is clear.

Mr. S. P. Roussety: Nothing is being done to upgrade the public beaches, Mr. Chairperson, Sir, for the provision of the new amenities such as toilets. The existing toilets in Rodrigues are in a pitiful environmental situation. Millions of rupees are being offered to Rod Clean as grant to pay Directors, Managers and Supervisors. Are they doing their work for money paid to them? Is the salary paid to them are justified? The cleaning of drains from Mont Lubin to Port Mathurin is under the responsibility of Rod Clean but for the past two months it is seen that it is being done by a group of contract labourers. Will Rod Clean pay these contract labourers for the work done?

Beaucoup d'argent on entend pour le budget de l'environnement, Rs 7 millions, mais on ne voit pas ce résultat, pourquoi? Nothing is being proposed in the budget regarding the extraction of lagoon sand which is a threat to our environment and for the rock wiring also. The number of vehicles is increasing rapidly and most of these vehicles use diesel which is highly polluting. A lot of black smoke is emitted by old age vehicle. It is high time to monitor the arrival of old age vehicle in Rodrigues. Will this regional government care for this issue? No proper system is put in place for management of waste water. Since

my first budget speech I raised this issue but in final nothing was mentioned for waste water. Sewage from domestic household and from livestock rearing may be ending in our lagoon. There is no control on the use of fertilizers and pesticides and is a threat to our waters.

En dernier, M. le Président, there has been no improvement in the situation of the dumping site at Grenade. The actual site is full and is a big environmental threat to Rodrigues. Smoke and particles of burnt waste is a hazardous danger to our environment especially for the surrounding village. Plastic bags fly to Rivière Banane. Pigs and cows are being reared on the dumping site and in return their meat is being consumed by Rodriguans. Even if we see that some inhabitants is looking, for, I don't know what, foods or beer cans on every arrival of the lorry of Rod Clean or the vehicle from Cotton Bay Hotel. La misère s'est installée à Rodrigues. Au lieu de l'Independence économique nous avons l'Independence de la misère. Rien de concret dans ce budget. Rodrigues va vers le chaos par manque de vision.

Merci, M. le Président.

Mr. Chairperson: May I suspend this Assembly for 30 minutes?

At 12.41 hours the Assembly was suspended for 30 minutes.

On resuming at 13.34 hours with the Chairperson in the Chair.

The Deputy Chief Commissioner: Mr. Chairperson, Sir, I will propose a motion to adjourn the debate.

Mr. Chairperson: Yes, proceed. Leave is granted to you.

The Deputy Chief Commissioner: I move that the Debate be adjourned to the next sitting, tomorrow.

Mr. A. L. Emilien rose and seconded.

Question put and agreed to.

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: I move that the House be adjourned to Tuesday 28th September 2010 at 10.30 a.m. Thank you.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

At 16.11 hours, the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 28th September 2010 at 10.30 a.m.